

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 25 août 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°706 ■

OPAEP
Le pétrole et le gaz continueront de dominer plus de 50 % du mix énergétique mondial

P 16

PLUS DE 2 000 PROJETS FINANCÉS EN HUIT MOIS

La NESDA met le cap sur la qualité

L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a franchi un cap important dans l'accompagnement des jeunes porteurs de projets. Entre la fin de l'année 2024 et le 31 juillet 2025, plus de 2 000 projets ont été financés à travers le territoire national. Au-delà de ce chiffre, c'est surtout la nouvelle orientation stratégique de l'agence qui retient l'attention : privilégier la qualité à la quantité en mettant l'accent sur la rentabilité et la durabilité des entreprises créées. P 3



GRÂCE À LA RÉPARATION DES FUITES EN 2024
Huit millions de mètres cubes d'eau économisés par SEAAL

La nouvelle politique adoptée par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), axée sur la rationalisation de la consommation d'eau à travers la multiplication des campagnes de sensibilisation et, surtout, la réparation des fuites, donne des résultats probants sur le terrain. En effet, pas moins de huit millions de m³ d'eau ont été économisés en 2024 grâce à quelque 24.000 interventions réalisées sur le réseau de distribution dans les wilayas d'Alger et de Tipasa. P 2

EN HAUSSE DE PLUS DE 390 MILLIONS DE M³ EN UN MOIS

L'Algérie relance sa production de gaz naturel

L'Algérie a enregistré une nette reprise de sa production de gaz naturel au mois de juin 2025, avec une progression de 390 millions de mètres cubes, soit une hausse de 5 % sur une base annuelle. Selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la production a atteint 8,20 milliards de mètres cubes, contre 7,81 milliards durant la même période en 2024. P 3

START-UP ALGÉRIENNES
Cap sur l'innovation mondiale

La politique d'aide aux start-up en Algérie est axée sur plusieurs dispositifs pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat. Ces dispositifs visent à encourager l'innovation et l'entrepreneuriat en Algérie, et à aider les start-up à réussir dans leur développement. De même, ces start-up bénéficient d'un programme qui leur permet de tirer profit des expériences d'autrui. C'est dans cette vision des choses que des start-up algériennes ont bénéficié d'un programme de missions exploratoires dans des pays leaders en innovation comme la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis. P 5

USINE DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER D'EL MACTAA (ORAN)
Une capacité de production de 420.000 m³/ jour P 2

IATF 2025
L'édition d'Alger promet d'importants acquis pour l'Afrique P 3

CÉRÉALES
Collecte de plus 160.000 quintaux à Mascara P 5

MARCHÉ FINANCIER

Une consultation nationale pour dynamiser l'activité

Par R. E.

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (CO-SOB) a annoncé, dimanche, le lancement d'une consultation nationale visant à recueillir des idées et propositions pour dynamiser le marché financier. Cette initiative, ouverte à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, s'inscrit dans la deuxième phase de la stratégie de développement et de réformes engagée depuis 2023. La première phase avait permis "l'actualisation complète du cadre réglementaire régissant les activités du marché financier, établissant ainsi les bases d'une dynamique de transformation durable", a rappelé la Cosob dans un communiqué. La deuxième étape a pour objectif de mobiliser l'ensemble des parties prenantes autour de mesures concrètes favorisant l'incitation, l'innovation et la diversification du marché, précise la même source. Dans ce cadre, la Cosob invite chercheurs, étudiants, professionnels, entrepreneurs et citoyens intéressés à contribuer activement en soumettant leurs propositions. Les thématiques de consultation portent notamment sur la dynamisation du marché secondaire, le rôle des investisseurs institutionnels, l'émergence de nouveaux instruments et acteurs, le financement des PME et startups, ainsi que l'intermédiation financière non bancaire (OPCR, crowdfunding, etc.). La finance durable, verte et islamique, l'inclusion et l'éducation financières, ainsi que la Fintech et l'innovation figurent également parmi les axes retenus. Les contributions sont attendues d'ici le 30 septembre prochain via le site internet de la Cosob, rubrique "Consultation". A l'issue de ce processus, une série d'ateliers thématiques sera organisée pour approfondir les propositions retenues. L'objectif affiché est de bâtir, collectivement, un marché financier moderne, inclusif et dynamique, au service du développement économique national, conclut le communiqué.

GRÂCE À LA RÉPARATION DES FUITES EN 2024

Huit millions de mètres cubes d'eau économisés par SEAAL

La nouvelle politique adoptée par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), axée sur la rationalisation de la consommation d'eau à travers la multiplication des campagnes de sensibilisation et, surtout, la réparation des fuites, donne des résultats probants sur le terrain. En effet, pas moins de huit millions de m³ d'eau ont été économisés en 2024 grâce à quelque 24.000 interventions réalisées sur le réseau de distribution dans les wilayas d'Alger et de Tipasa.

Par Selma R

Selon les données présentées par l'entreprise, cette dynamique s'est poursuivie en 2025. Les équipes d'intervention relevant de la SEAAL ont maintenu le rythme, avec la réparation de 11.855 fuites jusqu'au mois de juin dernier, contribuant ainsi à la rationalisation de la consommation d'eau et à l'amélioration de la performance du réseau au niveau du territoire d'activité de la société. En effet, ces actions s'inscrivent dans la stratégie nationale de préservation des ressources hydriques et de continuité du service public, dans un contexte marqué par les défis climatiques et la pression croissante sur la consommation d'eau.

Le bilan 2024 de la SEAAL fait état de la mobilisation de 387 millions de m³ d'eau, dont 320 millions destinés à Alger, alimentée à 51 % par dessalement, 27 % par eaux souterraines et 22 % par eaux superficielles et 67 millions à Tipasa (38 % dessalement, 32 % eaux souterraines, 30 % barrages). La consommation quotidienne moyenne atteint près d'un million de m³ dans les wilayas d'Alger et de Tipasa. SEAAL assure également l'approvisionnement de la wilaya de Blida à hauteur de 20.000 à 30.000 m³/jour, tout en transférant des volumes vers Tizi Ouzou et Boumerdès. Au total, près de 5 millions de personnes bénéficient des services de la société. Par ailleurs, chaque année, la société réalise plus de 120.000 analyses d'échantillons prélevés sur le réseau de production et de distribution pour s'assurer de la qualité de l'eau, 12.000 analyses physicochimiques et bactériologiques et 282.000 tests de chlore. Dans le cadre d'une approche globale visant à renforcer la sécurité hydrique durable, les pouvoirs publics s'emploient à intensifier les programmes de sensibilisation des citoyens à l'usage rationnel de l'eau, et continuent, en parallèle, à investir dans les projets de dessalement de l'eau de mer, une option stratégique pour garantir des sources d'approvisionnement alternatives et pérennes, particulièrement dans les zones côtières à forte densité de population, réduisant ainsi la dépendance aux ressources superficielles et souterraines exposées aux effets du changement climatique.

USINE DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER D'EL MACTAA (ORAN)

Une capacité de production de 420.000 m3/ jour

Par R. E.

La capacité de production de l'usine de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa est actuellement de l'ordre de 420.000 m³/jour et devrait atteindre son maximum, à savoir 500.000 m³/jour, à la fin du programme de maintenance progressive dont elle fait l'objet, ont indiqué des sources de la wilaya. La capacité

maximale de production de l'usine de dessalement de Mactaa s'élève à 500.000 m³/jour, rappelle la même source soulignant qu'actuellement la capacité de production de l'usine est de 420. 000 m³/jour. Une fois à sa pleine capacité, l'usine contribuera de manière "significative" au renforcement de la sécurité hydrique des wilayas d'Oran et de Mascara, a-t-on souligné. La cellule de communication

de la Société algérienne de l'énergie (AEC) a indiqué, pour sa part, que l'usine de dessalement d'El Mactaa fait l'objet d'un programme de maintenance générale et progressive visant l'augmentation de sa capacité de production dans les mois à venir, jusqu'à atteindre son seuil maximal. Cette évolution devrait avoir un impact positif sur l'approvisionnement en eau potable de la wilaya d'Oran (particulièrement la partie est) et de la wilaya de Mascara, a précisé la même source. L'usine d'El Mactaa a injecté, du 1er janvier 2025 jusqu'au mois d'août courant, près de 84.652.080 mètres cubes, soit 84 milliards et 652 millions de litres d'eau potable dans les réseaux de l'Algérienne des eaux (ADE), un volume qualifié de "très important" à tous les égards, par la même source.

TOURISME

Le complexe de thalassothérapie de Sidi Fredj mise sur la qualité des prestations

Par R. E.

Le complexe de thalassothérapie de Sidi Fredj (Alger), relevant du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) mise sur la promotion du tourisme thérapeutique, en offrant des prestations de qualité alliant cures thermales, kinésithérapie et rééducation fonctionnelle, dans le cadre d'une approche intégrée de santé et de loisirs. Ce complexe, premier du genre à l'échelle nationale, est un espace de soins, de détente et de bien-être, comprenant deux unités: un centre de thalassothérapie et un centre de remise en forme nouvellement créé, a déclaré à l'APS la directrice technique du complexe, Nassima Lamouri. La nouvelle unité accueille ses visiteurs dans un hôtel candidatant pour un classement dans la catégorie 4 étoiles, doté de 30 chambres et de deux suites avec une capacité d'accueil de 64 lits. Elle offre également des services intégrés comprenant un restaurant haut de gamme d'une capacité de 100 couverts, une cafétéria, ainsi qu'une

salle de conférences et deux locaux polyvalents. L'étage destiné aux soins de bien-être et à la détente comprend deux piscines, un jacuzzi, des espaces de repos et une salle de remise en forme. Le Centre de thalassothérapie compte 128 chambres d'une capacité totale de 250 lits, dont 10 réservées aux personnes à besoins spécifiques. L'établissement propose également plusieurs structures de services, dont des restaurants d'une capacité de 270 couverts, 3 cafétérias, une salle multiservice et des magasins. Elle a ajouté que les soins comprennent la thalassothérapie, la réadaptation physique en milieu marin (physiothérapie) et la remise en forme, outre des plages naturelles équipées et deux piscines extérieures. Le Centre propose également une gamme de soins à sec, notamment la gymnastique médicale, la kinésithérapie (électrothérapie, ultrason, onde de choc, cryothérapie et infrarouge), le massage drainage, le massage relaxant et la thermothérapie (paraffine). Pour sa part, le directeur d'exploitation et de marketing, Azzedine Hanache, a fait

savoir que le Centre accueille des curistes de différentes régions du pays, particulièrement les week-end, où ils bénéficient de tarifs promotionnels, outre l'élaboration d'un programme de loisirs au profit des familles durant la saison estivale. Le captage de l'eau de mer utilisée dans les soins se fait à partir de 500 mètres linéaires. L'eau est, par la suite, chauffée à une température oscillant entre 30 et 32 degrés, de par son rôle dans l'amélioration de la circulation sanguine et l'apaisement des douleurs articulaires et musculaires, a-t-il souligné. Le Complexe offre plusieurs commodités au profit des personnes aux besoins spécifiques, en consacrant 10 chambres adaptées à cette catégorie, ainsi que des rampes d'accès et des cabines adaptées à travers le centre et au niveau des plages. Pour une plus grande efficacité, le complexe fait appel à une équipe médicale composée de médecins généralistes et spécialistes, et de psychothérapeutes, pour une prise en charge optimale des curistes, selon une approche alliant physiothérapie et soutien psychologique

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

PLUS DE 2 000 PROJETS FINANCÉS EN HUIT MOIS

La NESDA met le cap sur la qualité

L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a franchi un cap important dans l'accompagnement des jeunes porteurs de projets. Entre la fin de l'année 2024 et le 31 juillet 2025, plus de 2 000 projets ont été financés à travers le territoire national. Au-delà de ce chiffre, c'est surtout la nouvelle orientation stratégique de l'agence qui retient l'attention : privilégier la qualité à la quantité en mettant l'accent sur la rentabilité et la durabilité des entreprises créées.

Par Mourad A.

Invité de la Télévision algérienne, Farid Madouche, directeur du développement des programmes à la NESDA, a expliqué que cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2024-2027 de l'agence. « Nous avons changé de paradigme. Désormais, l'objectif n'est pas seulement de multiplier le nombre d'entreprises, mais de s'assurer qu'elles soient viables, pérennes et créatrices de valeur », a-t-il indiqué. Pour atteindre cet objectif, l'Agence a mis en place un dispositif inédit d'évaluation des projets. Chaque dossier présenté doit désormais obtenir au moins 50 % des points devant les commissions locales. Les critères d'évaluation portent sur le profil du porteur de projet, l'adéquation de l'idée avec le marché, la pertinence de l'étude économique, ainsi que l'impact stratégique attendu, notamment en matière de création d'emplois. « Nous avons introduit une méthodologie scientifique dans le processus de sélection. Il ne s'agit plus de valider un projet sur la base de la seule volonté de son porteur, mais sur des fondements solides qui garantissent sa rentabilité et sa contribution à l'économie nationale », a précisé M. Madouche. La NESDA a renforcé ses partenariats avec le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la Formation professionnelle pour créer des centres de développement de l'entrepreneuriat. Ces structures permettent aux jeunes de bénéficier de formations ciblées en planification stratégique, gestion des res-



sources ou élaboration de business plans. « L'accompagnement commence dès l'idée et se poursuit jusqu'à la concrétisation du projet, puis au-delà. Nous effectuons au minimum une visite annuelle des entreprises financées afin d'évaluer leur évolution et de leur apporter le soutien nécessaire », a souligné le responsable. Le plan stratégique de la NESDA fixe un objectif ambitieux : atteindre la création de 20 000 entreprises d'ici 2030, mais cette fois dans une logique qualitative. « La qualité prime désormais sur la quantité. Nous voulons des entreprises qui génèrent des emplois, qui s'intègrent dans les chaînes de valeur et qui participent à la diversification de l'économie », a insisté l'intervenant. L'accent est également mis sur l'innovation et les projets technologiques. Le plafond actuel de financement, fixé à 10 millions de dinars,

pourrait prochainement être relevé afin de mieux soutenir les initiatives les plus prometteuses, notamment celles qui introduisent des techniques modernes dans l'agriculture, l'industrie ou les services. La NESDA adapte aussi son action aux spécificités de chaque territoire grâce au programme Impact 70, lancé en 2025. Ce dispositif vise à identifier les besoins locaux, de la commune à la wilaya, afin de financer des projets qui répondent réellement aux attentes des populations et des marchés locaux. Enfin, pour renforcer la visibilité et l'accessibilité de ses services, l'agence a modernisé sa communication en lançant une nouvelle plateforme web et en mettant à disposition un centre d'appel. Des campagnes de sensibilisation sont également organisées dans les universités et centres de formation pour diffuser la culture entrepreneuriale.

EN HAUSSE DE PLUS DE 390 MILLIONS DE M³ EN UN MOIS L'Algérie relance sa production de gaz naturel

Par M A.

L'Algérie a enregistré une nette reprise de sa production de gaz naturel au mois de juin 2025, avec une progression de 390 millions de mètres cubes, soit une hausse de 5 % sur une base annuelle. Selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la production a atteint 8,20 milliards de mètres cubes, contre 7,81 milliards durant la même période en 2024. Cette embellie intervient après un mois de mai marqué par une contre-performance : la production s'était alors limitée à 7,86 milliards de mètres cubes, en baisse par rapport à mai 2024. Le rebond de juin représente également une progression mensuelle de 340 millions de mètres cubes. Si l'on remonte au début de l'année, janvier 2025 s'était distingué par un niveau de production particulièrement élevé, atteignant 9,75 milliards de mètres cubes, le plus important depuis mars 2023. Toutefois, les données disponibles pour l'année en cours demeurent limitées à janvier, mai et juin. Paradoxalement, la hausse de la production ne s'est pas traduite par une augmentation des exportations. Celles-ci se sont établies à 3,95 milliards de mètres cubes en juin, contre 4,18 milliards un an plus tôt, soit un recul annuel de 230 millions de mètres cubes. Sur une base mensuelle, la baisse est de 110 millions de mètres cubes

par rapport à mai 2025. Dans le détail, les exportations de gaz par pipeline ont progressé, en revanche, le gaz naturel liquéfié (GNL) a accusé une forte contraction. Sur les sept premiers mois de 2025, les exportations de GNL se sont chiffrées à 5,6 millions de tonnes, contre 6,95 millions sur la même période de 2024, traduisant une baisse de 1,35 million de tonnes. Du côté du marché national, la consommation de gaz est restée stable, se fixant à 1,6 milliard de mètres cubes, un niveau identique à celui de mai. Le gaz demeure la pierre angulaire du système électrique algérien, représentant 98,7 % du mix de production d'électricité en 2024.

Des efforts étatiques qui soutiennent la dynamique

La reprise de la production de juin n'est pas étrangère aux efforts de l'État pour moderniser et renforcer l'appareil énergétique national. Ces dernières semaines, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a inauguré plusieurs infrastructures stratégiques dans la région d'Illizi, notamment sur les champs de Tin-Fouyé-Tabenkort (TFT) et d'Aïn T'sila. Ces projets comprennent des unités de traitement des gaz associés d'une capacité de 4,4 millions de mètres cubes par jour,

un complexe gazier à Aïn T'sila pouvant traiter jusqu'à 12 millions de mètres cubes de gaz par jour, ainsi qu'une production complémentaire de 1 800 tonnes de condensats et 1 600 tonnes de GPL. À cela s'ajoute une centrale électrique de 125 mégawatts, 355 kilomètres de gazoducs, sans oublier de nouvelles bases de vie pour les travailleurs et même l'inauguration d'un aéroport à TFT afin d'améliorer la logistique et la mobilité dans cette région hautement stratégique. Ces investissements massifs illustrent la volonté des autorités d'accompagner la hausse de la production gazière par une infrastructure moderne, capable non seulement de soutenir la demande intérieure croissante, mais aussi de garantir à long terme les capacités d'exportation de l'Algérie. En 2024, la production totale avait reculé à 98,41 milliards de mètres cubes, en baisse de 6,82 milliards de mètres cubes par rapport à 2023. L'enjeu pour Alger est désormais de consolider la dynamique retrouvée, de stabiliser les exportations et de valoriser ses atouts énergétiques à travers des projets structurants. La combinaison entre une reprise tangible de la production et la mise en service d'infrastructures modernes laisse entrevoir une montée en puissance progressive de l'Algérie sur l'échiquier énergétique international.

IATF 2025 L'édition d'Alger promet d'importants acquis pour l'Afrique

Par M. A.

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue à Alger du 4 au 12 septembre, devrait générer d'importants acquis en matière d'investissements, de diversification économique et de partenariats, a affirmé le président du Forum des opérateurs pour la garantie de l'émergence économique de l'Afrique (FOGECA), Amadou Diagne. Dans une déclaration à l'APS, M. Diagne a souligné que cet événement « apportera des retombées significatives, tant en investissements qu'en diversification industrielle, en dynamisant les échanges et en accélérant l'intégration intra-africaine à travers des accords concrets ». Dans ce contexte, il a assuré que l'IATF 2025 sera « un rendez-vous gagnant, aussi bien pour l'Algérie que pour l'ensemble du continent », estimant que « l'Algérie dispose du potentiel pour devenir un hub continental reliant le Maghreb au reste de l'Afrique ». Selon lui, cette foire constitue « une plateforme idéale » pour concrétiser les ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en transformant les discussions en contrats tangibles. « Nous attendons notamment des partenariats structurants pour les PME : joint-ventures, accords d'exportation, logistique partagée et harmonisation des normes », a-t-il précisé. Le FOGECA œuvre déjà avec ses partenaires afin que les entrepreneurs membres du forum arrivent à Alger avec des propositions prêtes à être signées. Evoquant la persistance de la pauvreté en Afrique malgré l'abondance de ses ressources naturelles, M. Diagne a déploré que de nombreux pays continuent d'exporter leurs matières premières à l'état brut, limitant ainsi l'émergence d'un tissu économique viable. Pour inverser cette tendance, le FOGECA plaide pour un nouveau modèle économique basé sur la transformation locale des ressources, le développement de chaînes de valeurs agricoles modernes afin d'assurer la sécurité alimentaire, ainsi qu'un soutien accru aux PME, notamment par un meilleur accès au financement, à la formation et à l'énergie. « Notre credo est simple : industrialiser l'Afrique pour nourrir sa population, créer des emplois et développer le continent », a-t-il résumé. Créé en 2007, le FOGECA regroupe plus de 400 opérateurs économiques africains, issus aussi bien du secteur public que du privé. Le forum, Basé à Dakar, promeut une vision commune du développement et de l'intégration économique du continent. Il se veut une vitrine des opportunités d'investissement en Afrique, favorisant les échanges, le partage d'expériences et la convergence des intérêts économiques. Le FOGECA œuvre également à renforcer la place de l'Afrique dans l'économie mondiale et à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

ALERTE MÉTÉO

Vague de chaleur et orages attendus sur plusieurs wilayas du pays

Une vague de chaleur est attendue, dimanche et lundi, sur plusieurs wilayas du pays, alors que des pluies et des orages affecteront d'autres wilayas, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de météorologie. Le BMS concerne, pour la journée du dimanche, les wilayas d'Alger et de Boumerdes qui seront touchées par la canicule, alors que la bande côtière s'étalant de Dellys à Alger, enregistra de hautes vagues. Des pluies et des orages sont également annoncés sur les wilayas de Souk-Ahras, Tébessa, Guelma,Oum El-Bouaghi, Batna, Constantine, Mila, Sétif, Bordj Bou Arreridj, M'Sila, Djelfa, Laghouat, Tamanrasset et In Guezzam. Pour ce qui est de la journée de lundi, le BMS prévoit une vague de chaleur sur les wilayas de Skikda, Annaba, Bejaïa et Boumerdes, tandis que des pluies sont attendues sur les wilayas de Bordj Badji Mokhtar, In Guezzem et Tamanrasset. En outre, des orages sont prévus sur les wilayas de Souk-Ahras, Tébessa, Guelma, Khenchla, Oum El-Bouaghi, Batna, Constantine, Mila, Sétif, Bordj Bou Arreridj, M'sila, Naâma, Tamanrasset, In Guezzem et Bordj Badji Mokhtar.

PROTECTION CIVILE

Recul relatif des incendies de forêt durant l'été 2025

Les incendies de forêt ont connu un recul relatif durant l'été 2025 par rapport à l'année précédente, grâce aux mesures prises dans le cadre de la campagne nationale de protection des forêts, ainsi qu'à une prise de conscience accrue des citoyens quant à l'importance de préserver cette richesse forestière. Karim Hafsi, chargé de la communication au niveau de la direction générale de la Protection civile, a déclaré, ce dimanche à la chaîne 1 de la Radio algérienne que « les incendies de forêt cette année ont été peu nombreux comparés aux sept dernières années », soulignant que « cela est dû aux moyens humains et matériels mis à disposition du dispositif de la Protection civile, à la rapidité et à l'efficacité des interventions, ainsi qu'aux stratégies mises en place pour faire face à ce type de situation ». Karim Hafsi a également ajouté que « la culture préventive acquise par les citoyens algériens a contribué à limiter les incendies de forêt, notamment à travers le réflexe de signaler les départs de feu dans les différentes wilayas du pays en composant le 21/10 », saluant l'interaction positive entre les citoyens et les institutions de l'État dans l'application des différentes décisions liées à la protection de la forêt. Du reste, il a insisté sur l'importance de la maîtrise du facteur temps, en mobilisant rapidement les ressources humaines et matérielles pour une intervention efficace, réussie et bien organisée en vue de l'extinction des incendies.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

L’Algérie participe avec plus de 15 entreprises au salon “AGRA 2025” en Slovénie

L'Algérie participe, du 23 au 28 août à Gornja Radgona (Slovénie), au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation (AGRA 2025), avec plus de 15 entreprises algériennes pionnières, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Cette participation s'inscrit dans le cadre du "renforcement du partenariat écono-

mique entre l'Algérie et la République de Slovénie, en prolongement des relations privilégiées et ancrées lors de la visite officielle du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", souligne le ministère, estimant qu'il s'agit d'"une étape stratégique en vue de promouvoir la coopération bilatérale et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux produits algériens, reflétant ainsi la volonté politique commune entre

l'Algérie et la Slovénie de nouer des partenariats économiques équilibrés et pérennes". Le pavillon algérien, encadré par le ministère, "connait une grande affluence des visiteurs slovènes qui ont affiché un grand intérêt pour les produits algériens exposés, ce qui dénote l'attractivité et la compétitivité du produit algérien dans les marchés européens", conclut le communiqué.

PMI ALGÉRIE ET ALGERIA STARTUP CHALLENGE

Lancement de la 4^e Edition du “Harm reduction Awards”

Philip Morris International (PMI), en partenariat avec l'Algeria Startup Challenge, annonce le lancement de la 4^e édition des Harm Reduction Initiative Awards, un rendez-vous annuel qui célèbre l'ingéniosité et l'engagement des jeunes entrepreneurs algériens. Placée sous le thème « Réduction des risques & Durabilité », l'édition 2025 met à l'honneur des projets visionnaires dans des domaines clés : sécurité alimentaire, santé publique, sécurité routière, consommation responsable, préservation de l'environnement, prévention des catastrophes naturelles, lutte contre les risques climatiques, et usage de l'intelligence artificielle pour anticiper et atténuer ces menaces. «Cette initiative incarne parfaitement notre engagement en faveur de l'innovation responsable. En soutenant ces jeunes entrepreneurs, nous contribuons à faire émerger des solutions concrètes aux défis de notre

époque. Leur créativité, leur détermination et leur vision sont une source d'inspiration et un moteur d'espoir pour l'avenir», déclare Marc Attinger, Directeur Général de Philip Morris Algérie. Les startups sélectionnées bénéficieront d'un bootcamp combinant ateliers pratiques, mentorat personnalisé et échanges avec des experts de haut niveau. Ce programme les préparera à présenter leurs solutions lors de la cérémonie de clôture de l'Algeria Startup Challenge 2025, prévue en novembre, devant un panel composé de décideurs institutionnels, et de leaders économiques. « Avec ce partenariat renouvelé, PMI et l'Algeria Startup Challenge réaffirment leur volonté commune de transformer les défis sociétaux et environnementaux en opportunités durables, au service d'un futur plus sûr, plus responsable et plus résilient» a conclu Abdelfateh Hraizi Directeur Général de l'incubateur ASC.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Août 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	83	98	68	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	516	598	434	الثوم الجاف	
	Carotte	101	112	90	الجزر	
	Navet	146	162	131	لفت	
	Poivron	102	116	88	الفلفل الاخضر	
	Piment	122	141	103	الفلفل الحار	
	Courgette	109	122	96	الكوسة	
	Haricot vert	225	250	201	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	145	160	130	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	349	431	268	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	607	735	479	التمر	
	Banane	440	451	427	الموز	
	Melon	85	96	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	232	296	168	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1801	1928	1675	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	347	359	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,52	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1415,00	+1,07	-0,27	-0,10	9,10	5,50	37370	52 878 550,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,00	5,12	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 281,00	2283,00	0,09	0,03	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-2,66	-5,62	3,63	5,47	0	0,00

START-UP ALGÉRIENNES

Cap sur l’innovation mondiale

La politique d'aide aux start-up en Algérie est axée sur plusieurs dispositifs pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat. Ces dispositifs visent à encourager l'innovation et l'entrepreneuriat en Algérie, et à aider les start-up à réussir dans leur développement. De même, ces start-up bénéficient d'un programme qui leur permet de tirer profit des expériences d'autrui. C'est dans cette vision des choses que des start-up algériennes ont bénéficié d'un programme de missions exploratoires dans des pays leaders en innovation comme la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis.

Par Réda Hadi

Ce programme, supervisé par le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a permis aux entrepreneurs algériens de renforcer leurs expertises, d'élargir leurs perspectives et d'appuyer leur compétitivité. Ce programme, d'une durée de deux semaines, a été pour ces entrepreneurs l'occasion de s'enquérir d'expériences internationales réussies et de modèles avancés en matière de développement de projets, mais aussi d'interagir directement avec des leaders de l'innovation de ces pays. Encadrés par l'accélérateur public «Algeria Venture», ces voyages ont permis aux participants d'être en contact direct avec les chefs de file de l'innovation, de partager leurs expériences avec leurs homologues de ces pays et d'explorer les perspectives de coopération stratégique avec des institutions locales et internationales. L'Algérie dispose d'un potentiel humain énorme et, avec le soutien accru de l'État aux start-up, l'audace de notre jeunesse et l'essor de la numérisation peuvent être transformés en solutions locales qui profiteront à l'économie nationale. Ces rencontres sont d'un apport bénéfique indéniable. C'est ainsi que ces participants ont eu l'occasion de rencontrer des leaders de l'innovation, de partager leurs expériences et

d'explorer des opportunités de coopération stratégique. Ils ont également visité des incubateurs et des centres technologiques de renom, ce qui leur a permis de découvrir les dernières tendances et technologies. Les entrepreneurs algériens ont souligné l'importance de cette initiative et ont exprimé leur espoir de voir ces expériences appliquées en Algérie pour promouvoir l'écosystème national des start-up. Ils ont noté que les pays visités se distinguaient par des caractéristiques telles que la rapidité d'exécution, l'intégration de solutions innovantes et la planification stratégique. Les participants ont également souligné l'intérêt manifeste des partenaires étrangers pour établir des partenariats avec l'Algérie. Les entrepreneurs algériens recommandent aux jeunes entrepreneurs de s'ouvrir davantage aux expériences internationales pour élargir leurs réseaux professionnels et tirer le meilleur parti des relations construites. Le programme a permis aux start-up algériennes de présenter leurs projets et d'explorer des opportunités de coopération avec des partenaires étrangers. Les participants ont exprimé leur satisfaction quant à l'apport de ce programme pour leur développement et leur croissance. En Chine, les entrepreneurs algériens ont découvert l'importance de la coopération entre les différents acteurs, notamment le gouvernement, les universités et les start-

up. Ils ont également noté la rapidité d'exécution et la capacité de transformer les idées en projets. En Corée du Sud, les participants ont découvert l'écosystème coréen, qui se distingue par l'adoption de la planification stratégique pour les start-up, la construction de modèles d'affaires solides et évolutifs à l'échelle mondiale, ainsi que la mise en place de mécanismes innovants pour attirer les investissements. Aux États-Unis, les entrepreneurs algériens ont découvert la mentalité américaine, qui se caractérise par une approche plus indépendante, axée sur l'entrepreneur plus que sur le projet lui-même. Ils ont également noté l'importance de la persévérance, de la flexibilité et de l'esprit d'apprentissage pour réussir dans l'entrepreneuriat. En fin de compte, ce programme de missions exploratoires a été une expérience enrichissante pour les start-up algériennes, leur permettant de renforcer leurs capacités et de promouvoir leur développement. Les entrepreneurs algériens sont désormais mieux équipés pour affronter les défis de l'innovation et de la compétitivité sur le marché national et international. À noter que le programme des voyages exploratoires connaîtra ultérieurement une quatrième destination, à savoir la Slovénie, qui a été ajoutée sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE D'ORAN

Environ 400 nouveaux étudiants attendus à la prochaine rentrée universitaire

L'Ecole nationale polytechnique d'Oran Maurice-Audin prévoit d'accueillir près de 400 nouveaux étudiants à la rentrée universitaire 2025/2026, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. La même source a précisé que les préparatifs sont en cours pour accueillir 399 nouveaux étudiants en première année des classes préparatoires en sciences et techniques. L'Ecole dispose

d'un département préparatoire en sciences et technologies, ainsi que six autres départements : génie mécanique, génie civil, génie électrique, systèmes d'information, génie des procédés et génie industriel, a-t-on fait savoir de même source. Ces départements couvrent 13 spécialités, répondant aux grands défis stratégiques tels que la sécurité hydrique, la transition énergétique, la transition numérique et les nouvelles tech-

nologies. A l'issue de cinq années de formation, les étudiants obtiennent un double diplôme: ingénieur d'Etat et Master. L'Ecole est également dotée de huit laboratoires de recherche, d'une plateforme technologique avancée et de sept clubs scientifiques, contribuant ainsi fortement au développement de la recherche appliquée, de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Par ailleurs, l'Ecole nationale polytechnique d'Oran Mau-

rice-Audin procède, actuellement, à des travaux d'entretien et de rénovation de ses structures afin d'assurer une rentrée universitaire réussie. L'établissement a également organisé, récemment, une série de rencontres avec des partenaires économiques dans le but de renforcer le parcours de formation des étudiants à travers des visites scientifiques et des stages académiques au sein d'entreprises, selon la même source.

CÉRÉALES

Collecte de plus 160.000 quintaux à Mascara

Près de 169.000 quintaux de différentes variétés de céréales ont été collectés, jusqu'à dimanche, au niveau des unités de stockage relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Mascara, a-t-on appris de la direction des Services agricoles (DSA). Les céréaliculteurs de la wilaya ont livré, à ce jour, environ 169.000 quintaux aux unités de stockage de la coopérative, a

précisé à l'APS la même source. Ce volume de production englobe, plus de 126.500 quintaux de blé dur, plus de 25.900 quintaux de blé tendre et plus de 16.830 quintaux d'orge, a-t-on détaillé. Pour cette campagne de moisson-battage, la CCLS a mobilisé 16 points de stockage, dont la capacité totale atteint 810.000 quintaux, a fait savoir la même source. La direction a souligné

que la collecte des différentes variétés de céréales au niveau des unités de stockage se déroule à un rythme «satisfaisant». A noter que la campagne moisson-battage a concerné, jusqu'à présent, plus de 11.900 hectares sur un total de plus de 12.000 hectares prévus pour cette opération. Afin d'assurer le bon déroulement de cette campagne, la DSA a mobilisé d'importants moyens matériels, dont 231 moisson-

neuses-batteuses, 4.462 tracteurs, 3.122 camions pour le transport de la récolte, ainsi que d'autres équipements. Pour rappel, la wilaya de Mascara avait enregistré, au cours de la précédente saison agricole (2023-2024), une production dépassant les 137.000 quintaux de différentes variétés de céréales, selon les statistiques de la direction des Services agricoles.

INDUSTRIE
AUTOMOBILE
Premier Salon africain
de l'automobile à
Alger

Synthèse S R.

Alger s'apprête à devenir, début septembre, la capitale africaine de l'économie et de l'industrie mécanique. En marge de la Foire du commerce intra-africain (IATF 2025), l'Association africaine des constructeurs automobiles, la Commission de l'Union africaine, la ZLECAf et la Banque africaine d'export-import, en partenariat avec l'Algérie, organiseront le premier Salon africain de l'automobile. Cet événement, considéré comme un tournant stratégique pour le continent, ambitionne de stimuler l'investissement, d'accélérer l'intégration industrielle et de bâtir une filière automobile africaine compétitive. Assemblage de véhicules, fabrication de composants, distribution, mais aussi transition vers la mobilité électrique et durable figurent au cœur des débats. L'Algérie entend mettre en avant son potentiel industriel, renforcé par l'installation de marques internationales comme «Fiat» et «Hyundai », et se positionner comme un acteur majeur de la mécanique automobile africaine. Le salon fera également la part belle au secteur minier, clé pour l'approvisionnement en matières premières nécessaires à l'industrie automobile, avec la participation de pays comme la RDC et la Zambie. Plus de 2 000 exposants et 35 000 visiteurs professionnels venus de 75 pays sont attendus à Alger. Des groupes internationaux tels que «Bosch», «Volkswagen Africa» et «DHL» présenteront leurs solutions innovantes, tandis que l'Afrique du Sud partagera son expérience dans le développement des chaînes de valeur locales. Pour les organisateurs, ce salon constitue bien plus qu'une vitrine commerciale : il doit devenir une plateforme de coopération Sud-Sud, de transfert technologique et de renforcement de la compétitivité africaine. Une ambition qui s'inscrit dans la volonté de réduire la dépendance aux importations et de positionner l'Afrique comme un acteur incontournable de l'industrie automobile mondiale.

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Mise en chantier de 300 logements publics locatifs

Un projet de réalisation de 300 logements publics locatifs (LPL) a été lancé dans le quartier El-Bahdja, au nord de la ville de Bordj Badji- Mokhtar, a-t-on appris samedi de la direction locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Ce projet, qui consiste en la réalisation de nouvelles habitations individuelles adaptées aux spécificités climatiques de la région, a pour objectif de répondre aux besoins des habitants d'avoir accès à des logements décents, a précisé le directeur de l'OPGI, Mohamed Abaalal. Il permettra également de renforcer le parc immobilier de la wilaya et de réduire le déficit en la matière, et ce dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie du citoyen, selon le responsable. La concrétisation du projet en question, dont les travaux ont été confiés aux entreprises spécialisées, fait l'objet d'un suivi rigoureux pour assurer son achèvement dans les délais contractuels, a-t-il souligné. D'autres projets de logements de différentes formules sont prévus à travers la wilaya, dont 150 unités pour la commune de Bordj Badji-Mokhtar et 50 autres pour celle de Timiaouine, a-t-on ajouté de même source.

TIARET

Lancement d'une vaste campagne de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'eau

L'Unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) de Tiaret a lancé, récemment, une campagne de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'eau, a-t-on appris, samedi, auprès de l'entreprise.

Selon Mme Hanane Ketbi, chargée de la communication à l'ADE, cette campagne a été initiée depuis le début de l'été, en coordination avec la société civile et les institutions officielles, notamment les secteurs des affaires religieuses, de la jeunesse et des sports, ainsi que les médias et les associations de protection des consommateurs. Les animateurs de la campagne, qui coïncide également avec une autre opération de lutte contre les raccordements illicites, ont mis l'accent sur l'importance stratégique de cette ressource vitale, en insistant sur la nécessité d'une consommation rationnelle. Des explications ont été fournies sur les gestes simples permettant d'économiser l'eau, comme la réparation des fuites ou des robinets défectueux, a-t-elle souligné. Mme Ketbi a précisé qu'en plus des actions de proximité menée dans les mos-



quées, les espaces pour jeunes et les administrations, des espaces médiatiques ont été utilisés, notamment à travers les stations régionales de la radio et de la

télévision, afin d'informer les citoyens des efforts de l'Etat pour mobiliser des ressources hydriques supplémentaires, à travers des projets comme ceux de Chott Chergui et Adjer-Maya, qui alimentent 11 communes à l'est de la wilaya, entre autres. Parallèlement à cette campagne, l'ADE a interagi avec les usagers via les réseaux sociaux, en diffusant le programme quotidien de distribution, en informant sur les pannes enregistrées et en recevant les plaintes et les doléances liées au manque d'eau, permettant ainsi une intervention rapide des équipes techniques. Par ailleurs, depuis le début de l'année en cours, les équipes techniques de l'unité ont pu réparer 2517 fuites et traiter 123 raccordements illégaux, ce qui a permis de récupérer d'importantes quantités d'eau et de les réinjecter dans le réseau, a ajouté la même responsable.

SIDI BEL-ABBES

Inauguration et lancement de plusieurs projets de développement

Le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a procédé, samedi, au lancement et à l'inauguration de plusieurs projets de développement inhérents à des secteurs vitaux à travers différentes communes, dans le cadre du programme commémoratif de la Journée nationale du Moudjahid, marquant la double date historique de l'Offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la

Soummam (20 août 1956). La cérémonie a débuté dans la commune de Benachiba, où le wali, accompagné des autorités civiles et militaires, ainsi que de membres de la famille révolutionnaire, a supervisé la mise en service d'un tronçon de 4 km de la route nationale N 13 (RN13) traversant la commune, avant de procéder à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une salle de soins dans la com-

mune de Merine. Dans la commune de Merhoum, le wali a également procédé à la mise en service du Centre d'enfouissement technique (CET), qui prendra en charge environ 30 tonnes de déchets collectés dans six communes environnantes. Le wali a souligné que cette infrastructure environnementale contribuera à l'élimination des points noirs et à la gestion scientifique et organisée des dé-

chets ménagers, en adéquation avec la stratégie nationale de protection de l'environnement, du développement durable et de promotion de l'économie verte et circulaire, notamment à travers la valorisation des déchets recyclables. Dans la commune de Oued Sebaâ, relevant de la daïra de Ras El-Ma, la première pierre a été posée pour la construction d'un lycée. Par ailleurs, à Bir El-Hamam, un

centre de proximité de stockage de céréales a été mis en service, devant permettre de renforcer les capacités de stockage dans le sud de la wilaya. M. Hadji a rappelé que ces projets de développement s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat pour répondre aux besoins des citoyens, renforcer les infrastructures dans divers domaines et à améliorer le cadre de vie.

EL-BAYADH

Attribution de plus de 100 aides financières pour l'habitat rural

Plus de 100 aides financières pour l'habitat rural ont été attribuées, récemment, dans trois groupements de la commune d'El-Bayadh, a-t-on appris samedi du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la ville chef-lieu de wilaya. Belbachir Mabrouk a précisé à l'APS que ces aides financières au logement, octroyées dans le cadre des efforts de l'Etat visant à permettre aux habitants des zones rurales de construire leurs propres habitations, ont été attribuées à 48 béné-

ficiaires du groupement rural d'El-Houdh, 36 et 19 autres des groupements de Wafek et El-Mekther respectivement. Les assiettes de terrain devant accueillir les constructions concernées dans les trois regroupements ont été identifiées, ce qui permet aux bénéficiaires d'entamer les travaux, a-t-il ajouté, faisant observer que le montant de chaque aide est évalué 700.000 dinars. Dans le même contexte, une autre tranche de 200 aides financières pour l'habitat rural, répartie entre les regroupe-

ments ruraux de la Petite Mechria, Oulad Amrane, El-Mekhtar, Wafek et El Houdh, est prévue prochainement, souligne-t-on. "Les listes des bénéficiaires ont été établies, et l'on attend l'identification des parcelles pour chaque bénéficiaire et le versement des aides", a encore indiqué le P/APC. Par ailleurs, dans le cadre du logement public locatif (LPL), les travaux de réalisation de 1 300 logements dans la ville chef-lieu de wilaya devront débuter prochainement, sous la supervision de l'Of-

fice de promotion et de gestion immobilière (OPGI), après l'achèvement des formalités administratives. En parallèle, plus de 1 000 logements LPL sont actuellement en cours de réalisation, avec des taux d'avancement variables. En outre, il est prévu la livraison de 450 logements avant la fin de l'année en cours, dont 200 dans le quartier Cheikh-Bouamama et 250 autres dans la zone de Thenia, selon la même source.

AÏN KERMES (TIARET)

Plus de 90 millions DA mobilisés pour la réalisation de projets de développement

Des travaux de réalisation de plusieurs projets de développement ont été lancés, récemment dans la commune d'Aïn Kermes, wilaya de Tiaret, pour un coût total de 92,7 millions de dinars, a indiqué M. Ali El-Ouardi, chef de daïra éponyme. M. El-Ouardi a précisé que ces projets sont inscrits dans le cadre du programme de soutien au développement

économique et social, ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), et concernent plusieurs secteurs tels que les travaux publics, la jeunesse, l'aménagement urbain, entre autres. Les projets financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour un montant de 42,4 millions de dinars, comprennent l'aménagement

du stade communal, la réhabilitation de l'espace de loisirs situé au centre ville, la rénovation de l'abattoir communal et l'acquisition d'un camion au profit du parc communal. D'autre part, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social, il est prévu l'aménagement urbain du quartier « Benali Mostefa » (première phase), l'ouverture d'une piste rurale

dépendant des zones de Ras El-Aïn et El-Bahalil sur une distance de 8 km, outre le renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable dans cinq quartiers, pour un montant de 50,3 millions de dinars. Ces projets seront mis en service dans un délai de trois à quatre mois, ce qui aura un impact positif sur la vie des citoyens, a-t-on souligné de même source.

L'intelligence artificielle selon Donald Trump, un nouveau moyen de dominer le monde

Quand on parle du président états-unien dans l'actualité, c'est le plus souvent pour parler des droits de douane ou de son rôle de «faiseur de paix». On parle moins de son engouement pour l'IA, qui devrait aussi beaucoup nous inquiéter.

Par Gérard Horny

O n a en France (et peut-être aussi dans d'autres pays) une fâcheuse tendance à prendre Donald Trump pour un imbécile heureux. Il est vrai que le personnage brille plus par sa brutalité, sa vanité, sa vulgarité et la pauvreté de son vocabulaire que par la qualité de sa réflexion théorique et la subtilité de sa pensée. Mais on aurait tort d'oublier que c'est un homme de pouvoir et d'argent. Il est prompt à comprendre ce qui peut lui être utile pour renforcer la domination de son pays et accroître sa richesse. Fatalement, il devait s'intéresser à l'intelligence artificielle (IA). Et c'est ce qu'il a fait sans tarder, en multipliant les décisions en ce domaine dès le premier jour de son retour à la Maison-Blanche, en janvier 2025.

Ce fait est passé à peu près inaperçu dans l'opinion publique, préoccupée par beaucoup d'autres de ses décisions, comme les droits de douane. Le milliardaire républicain a un certain génie pour occuper l'espace médiatique et l'intelligence artificielle n'est pas le sujet dont on parle le plus au comptoir de nos bistrotts ou dans les McDo. Ce n'est guère que depuis novembre 2022 et le lancement d'une version gratuite de ChatGPT qu'elle est devenue un thème d'actualité.

Une déjà longue histoire américaine

Un rapide retour en arrière sur les débuts de l'IA nous ramène aux États-Unis, où s'est tenue la première véritable conférence scientifique sur le sujet, à l'été 1956 sur le campus du Dartmouth College, université privée situé à Hanover, dans le New Hampshire (nord-est du pays). Mais cette conférence n'a réuni qu'une vingtaine de participants, tous américains, à l'exception de deux Anglais. Petit détail à ne pas oublier: les travaux de l'un des organisateurs, le professeur John McCarthy (1927-2011), bénéficiaient de subventions de l'armée américaine, toujours intéressée par les nouvelles technologies. Trois ans plus tard, une autre rencontre, organisée à Paris au siège de l'Unesco, réunissait cette fois un millier d'informaticiens.

Le sujet est toutefois resté confidentiel assez longtemps, avec juste des apparitions assez inquiétantes dans la littérature ou le cinéma, notamment dans le film de Stanley Kubrick, 2001: L'Odyssée de l'espace, où HAL 9000 (Carl 500 dans la version française), l'ordinateur de bord doté d'une intelligence artificielle, tente de prendre le contrôle du vaisseau spatial. Sont venues ensuite les parties spectaculaires où des joueurs de go ou d'échecs finissaient par se faire battre par des ordinateurs.

Si l'on en croit les sondages, les citoyens américains ne sont guère plus enthousiastes que les Français face à l'intelligence artificielle. Mais ce n'est pas leur point de vue qui compte.

Mais le vrai sujet à la fin du XXe siècle est le lancement mondial d'internet. Il est à remarquer que, à ce moment-là, les entreprises qui développent les nouvelles technologies sont très majoritairement implantées dans la Silicon Valley, en Californie, et bénéficient du

soutien de Bill Clinton, qui n'hésite pas à considérer lui-même des conférences sur ces sujets et montre qu'il maîtrise parfaitement ces questions. Ces jeunes créateurs, en jeans et t-shirts, au comportement peu conventionnel, passent de fait pour être plus proches du Parti démocrate que du Parti républicain, associé généralement aux industries plus anciennes telles que le pétrole ou l'automobile.

Un enjeu de pouvoir

En 2016, Barack Obama accorde une interview très remarquée au magazine mensuel américain Wired, spécialisé dans les nouvelles technologies, dans laquelle le président américain de l'époque se déclare très favorable à l'intelligence artificielle. Mais plusieurs points méritent d'être soulignés.

D'abord, il insiste principalement sur les IA spécialisées, dont il attend beaucoup dans la santé ou les transports, en particulier pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre et freiner le réchauffement climatique. Ensuite, il est conscient du fait que la domination de son pays sur ces questions peut poser un problème, mais il se montre très soucieux d'une forme de respect mutuel face à des pays qui n'ont pas les mêmes valeurs, sur le thème: «Nous sommes prêts à nous retenir si vous êtes vous-mêmes prêts à vous retenir.»

En mars 2018, en France, une mission parlementaire présidée par le député (LREM) et mathématicien Cédric Villani remet un rapport commandé par le Premier ministre Édouard Philippe et intitulé «Donner un sens à l'intelligence artificielle: pour une stratégie nationale et européenne». Très clairement, l'IA est désormais un sujet de réflexion politique et un enjeu géostratégique. En février 2025, à l'occasion d'un sommet sur le sujet qui s'est tenu à Paris, la Commission européenne lance InvestAI, initiative qui vise à mobiliser 200 milliards d'euros d'investissement. Cette initiative est formalisée en avril dans un plan d'action pour un continent de l'IA.

Et Donald Trump arriva...

Il faut dire qu'il y a urgence. Donald Trump, dès le 20 janvier, jour de son investiture pour un second mandat, a abrogé un décret pris par Joe Biden en octobre 2023 pour une intelligence artificielle sûre et fiable. Fini les précautions de sécurité et la protection de la vie privée des Américains. Déjà, dans son interview de 2016, Barack Obama soulignait que les dirigeants des grandes entreprises de haute technologie étaient vent debout contre toute réglementation. «La dernière chose que nous voulons, c'est un groupe de technocrates qui nous ralentissent pendant que nous poursuivons la licorne», lui disaient-ils.

Avec Donald Trump, ils ont obtenu tout ce qu'ils voulaient: la chasse à la licorne, au développement sans frein de l'IA et aux milliards de dollars de gains potentiels pour les gagnants, est ouverte sans aucune limitation. Et pourtant, si l'on en croit les sondages, les citoyens américains ne sont guère plus enthousiastes que les Français face à l'intelligence artificielle. Mais ce n'est pas leur point de vue qui compte.

Le lendemain, le 21 janvier 2025, Donald

Trump dévoilait le projet Stargate. Cette coentreprise impliquant Oracle, OpenAI et le conglomérat japonais SoftBank a pour mission d'investir «au moins 500 milliards de dollars» en quatre ans dans des infrastructures dédiées à l'IA aux États-Unis. Comme toujours avec Donald Trump, le chiffre annoncé était un peu fantaisiste, mais une première tranche de 100 milliards de dollars serait déjà engagée.

Et ce n'était pas fini. Le 23 juillet, la Maison-Blanche a fait connaître son plan d'action pour l'intelligence artificielle. Dès les premières lignes, l'objectif est clairement affiché: il s'agit de gagner la course à l'IA et de lever les barrières au leadership américain. C'est ce qui est agréable avec Donald Trump. On n'est pas obligé de se creuser la tête pour essayer de comprendre la nature exacte du message envoyé. Tout est parfaitement clair, sans la moindre ambiguïté.

Imposer au reste du monde la technologie américaine

Le président des États-Unis ne cherche pas à cacher ses ambitions hégémoniques derrière de nobles desseins, tels que la volonté de faire progresser le savoir humain ou d'avancer dans la lutte contre la maladie, la pauvreté, le changement climatique. Non, il s'agit tout simplement d'écraser les concurrents, de renforcer sa position dominante dans ce domaine comme dans d'autres et d'imposer la technologie américaine au reste du monde.

David Sacks, son conseiller, que Donald Trump présente comme «le tsar de l'IA et des cryptos», précise certes qu'il s'agit d'éviter les «usages orwelliens de l'IA», mais ce n'est visiblement pas un point essentiel.

Les trois piliers de ce plan qui comporte quelque 90 mesures sont explicites: accélérer l'innovation de l'intelligence artificielle avec un gouvernement fédéral qui doit créer les conditions favorables au développement des initiatives privées; renforcer les infrastructures nécessaires, qu'il s'agisse des centres de données ou des grands projets énergétiques (au passage il questionne d'alléger les règles de protection de l'environnement prévues par le Clean Air Act, le Clean Water Act et d'autres textes); enfin agir à l'international pour accroître les exportations de la technologie américaine et combattre l'influence de la Chine.

Et le jour de la promulgation de ce plan, Donald Trump a signé quatre nouveaux décrets présidentiels concernant l'intelligence artificielle (ce qui porte le total à sept depuis le 20 janvier sur ce sujet), dont un qui organise la chasse aux «biais idéologiques» dans les réponses fournies par les grands systèmes d'IA que peut consulter le public. Pas question de laisser la moindre place à ces idéologies destructrices qui font la promotion «de la diversité, de l'équité et de l'inclusion». L'ordre moral doit régner.

Menaces sur l'Europe

Les Européens, déjà à la peine dans les discussions sur les nouveaux droits de douane applicables aux exportations vers les États-Unis, doivent s'attendre à de nouvelles épreuves dans les prochains mois. Il est clair que les en-

treprises américaines, qui ont peu apprécié le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la dernière loi européenne sur l'intelligence artificielle, entrée en vigueur à l'été 2024, vont avoir le soutien actif de l'administration américaine pour lutter contre la législation du Vieux Continent, vue comme une entrave à leur développement de l'autre côté de l'Atlantique.

On ne peut donc pas être étonné de voir que les grandes figures de la haute technologie américaine se bousculent aux portes de la Maison-Blanche. Sur le terrain, les choses sont compliquées, parce que ces chefs d'entreprise sont engagés dans une rude compétition entre eux. La lutte à couteaux tirés entre Sam Altman, cofondateur et PDG d'OpenAI, et Elon Musk n'en est que l'illustration la plus flagrante. Mais globalement, le secteur est profondément satisfait: toutes leurs revendications sont entendues, aucun obstacle réglementaire ne viendra plus entraver leur développement.

Il n'est même pas exclu que l'État fédéral, en opposition totale avec les règles généralement observées dans le capitalisme américain, prenne une participation dans des entreprises qui en auraient besoin pour passer un cap difficile. C'est en tout cas la question qui se pose actuellement concernant le fabricant de microprocesseurs Intel. Après avoir réclamé la démission immédiate de son nouveau président, Donald Trump a finalement fait la paix avec lui et aurait évoqué la possibilité d'investir dans son groupe. Cette annonce a fait bondir le cours d'Intel de 7% le jeudi 14 août, avant une baisse de près de 4%, lundi 18 août.

Wall Street à de nouveaux sommets

D'une façon générale, ce sont les perspectives offertes par l'intelligence artificielle qui propulsent actuellement la Bourse américaine à de nouveaux sommets. Début avril, l'annonce des droits de douane envisagés par la Maison-Blanche avait fait plonger les marchés, ceux-ci ont depuis lors repris le chemin de la hausse à vive allure, au point de regagner tout le terrain perdu et d'inscrire de nouveaux records.

Le principal indice de la Bourse de New York, le S&P 500, enregistrait le 15 août un gain de 34% par rapport à son point bas enregistré quatre mois plus tôt, le 7 avril! Nvidia, l'entreprise spécialisée dans les puces électroniques de haute performance, qui a fait une percée fulgurante dans les dernières années, s'est solidement installée en tête du classement des premières capitalisations boursières mondiales et vaut actuellement plus de 4.400 milliards de dollars. Et les suivantes s'appellent Microsoft, Apple, Amazon, Alphabet, Meta, etc.

Il n'est pas sûr que les gigantesques investissements auxquels procèdent ces firmes seront effectivement rentables et viendront grossir leurs bénéfices autant que les investisseurs le croient aujourd'hui. Des déceptions sont certainement à prévoir. Mais l'emprise de ces groupes sur le reste du monde est appelée à s'étendre encore. Et c'est une vraie menace.

SOURCE : Slate.fr , Édité par Émile Vazand – 19 août 2025

EGYPTE
2024,
nouvelle
année record
pour la patate
douce sur le
marché
européen

En l'espace de quatre ans, la patate douce égyptienne est devenue une véritable star sur le marché européen. Le pays des pharaons s'est imposé comme un acteur incontournable sur cette destination, damant le pion aux États-Unis, leader historique. En 2024, les exportations de patates douces égyptiennes vers l'Union européenne (UE) ont atteint 149 551 tonnes contre 100 000 tonnes un an plus tôt pour une valeur de 113 millions \$ (environ 63,3 milliards FCFA). C'est ce qu'indique un rapport du Département américain de l'agriculture (USDA) publié au début août. Il s'agit d'un nouveau record pour le pays qui confirme sa montée en puissance sur le marché communautaire. Depuis 2020, le volume et les recettes engrangées via des exportations vers l'UE ont quadruplé partant d'un niveau de 35 224 tonnes (28 millions \$) grâce à une production en plein essor, des variétés à chair orange, très recherchées par les consommateurs européens, la proximité géographique et également une stratégie commerciale optimale. En effet, pour éviter un chevauchement avec les arrivées en provenance des USA, leur principal concurrent, les fournisseurs égyptiens se sont repositionnés fortement entre août et janvier, ce qui correspond à la période où les importations américaines sont les plus faibles. À l'inverse, les États-Unis dominent le marché de l'UE de février à juillet, période durant laquelle les producteurs égyptiens préparent leur prochaine saison [principalement d'avril à juin, NDLR]. Plus largement, selon l'USDA, la success-story de la patate égyptienne s'étend également au Royaume-Uni, premier consommateur du légume sur le Vieux Continent. Sur cette destination, les ventes sont ainsi passées de 28 522 tonnes à 49 878 tonnes entre 2020 et 2024.

FINANCES PUBLIQUES EN TUNISIE

La politique du compter sur soi se consolide

L'endettement total a poursuivi en 2024 son ralentissement pour la quatrième année consécutive, ne progressant que de 4% (contre +5,2% en 2023 et +7,9% en 2022).

Ceci s'explique par la poursuite de la contraction de l'encours de l'endettement extérieur (-6,8% contre -0,4% en 2023) qui a été comblée et au-delà par l'accélération du stock de l'endettement intérieur (+9,5% contre +8,3% une année auparavant).

Restructuration des sources de financement

C'est ce que révèle le dernier rapport annuel de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) soulignant qu'ainsi la restructuration progressive des sources de financement de l'économie à la faveur des ressources locales s'est manifestée par la prédominance de l'endettement intérieur en tant que principale source de financement de l'économie avec une part de 70% du total de l'endettement en 2024. Au fait, l'année 2024 a permis de prouver amplement que compter sur soi pour la Tunisie en matière de la gestion des équilibres des finances publiques était possible, malgré les défis de

cette approche qui nécessite des mesures audacieuses et des réformes importantes. A l'origine, ce principe (compter sur soi) a vu le jour dans le cadre du bras de fer implicite entre la Tunisie et certaines institutions financières internationales. Ces dernières adoptent toujours la même recette pour tous les pays qui se trouvent en détresse financière. Ayant une fibre sociale de premier plan, le Président de la République Kais Saïed n'a pas hésité à réfuter ces formules et à lancer le défi de pouvoir honorer les engagements internationaux sans recourir aux refinancements de ces dettes. Bien que plusieurs agences de notation aient eu des inquiétudes quant à la capacité du pays à parvenir à respecter ses engagements extérieurs, la Tunisie a pu le faire.

Choix stratégiques

C'est dans ce contexte que le président de la République a reçu, mercredi 20 août courant,

le gouverneur de la BCT, Fethi Zouhair Nouri, venu lui remettre le rapport annuel de l'institution pour l'année 2024. Selon un communiqué de la présidence, cette rencontre a été l'occasion pour le chef de l'État de souligner le rôle stratégique de l'institut d'émission non seulement sur le plan monétaire, mais également dans l'accompagnement des efforts économiques de l'État. Kais Saïed n'a pas manqué d'assurer que la politique de « compter sur ses propres forces » a porté ses fruits, au même titre que le refus de se soumettre aux injonctions extérieures, des choix qu'il considère aujourd'hui comme pleinement justifiés. Le président de la République a rappelé, par ailleurs, que seul l'État, à travers ses institutions, est légitime pour définir les orientations qui traduisent la volonté du peuple tunisien, détenteur unique de la souveraineté nationale.

ARABIE SAOUDITE

Le festival du shopping dynamise l'économie et le tourisme à Asir

La 26e édition du Festival du shopping d'Abha constitue un pilier économique majeur de la saison estivale à Asir, attirant des visiteurs venus de toutes parts grâce à une offre variée mêlant commerce, culture et divertissement. Son fort pouvoir d'attraction souligne l'importance du festival dans la dynamisation de l'activité économique et de la consommation locale, rapporte mercredi l'Agence de presse saoudienne (SPA). Le festival offre égale-

ment des programmes de formation ciblés à destination des jeunes de la région, permettant de développer leurs compétences et de fournir au marché du travail des talents locaux qualifiés. Il comprend cinq halls commerciaux présentant une large gamme de produits, allant des articles ménagers aux vêtements, parfums, confiseries et autres produits essentiels. Au-delà du commerce, le festival favorise aussi le tourisme dans la région d'Asir, en associant

activité économique et richesse culturelle. Les visiteurs peuvent profiter des séances de shopping tout en assistant à des spectacles artistiques et folkloriques, des soirées culturelles, des animations et un parc d'attractions dynamique. Ces activités renforcent l'attractivité touristique de la région, incitant à des séjours plus longs et à une hausse des dépenses, selon la SPA. Ce dynamisme crée un cercle économique vertueux qui bénéficie à

l'hébergement, à la restauration et aux transports, tout en préparant le terrain pour de nouveaux investissements dans les infrastructures touristiques et commerciales. Des pavillons représentant l'Inde, la Chine, les Philippines, le Maroc, le Pakistan, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Koweït, le Kenya et le Sénégal enrichissent l'expérience des visiteurs, ajoutant une touche internationale aux marchés et produits exposés.

ÉNERGIE EN MAURITANIE

Lancement de projets et signature d'accords importants pour renforcer la performance du secteur

Les programmes et projets du secteur de l'énergie et du pétrole constituent un pilier fondamental de la vision de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et de ses priorités stratégiques pour le développement du pays et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Au cours des six dernières années, le secteur a connu le lancement de projets et la signature de nouveaux accords qui ont eu un effet significatif faisant que la Mauritanie est devenue membre du club des pays exportateurs de gaz. Ces accords ont également contribué au développement et à la production d'électricité, ainsi qu'à la croissance globale du secteur. Dans une interview accordée à l'Agence de mauritanienne d'Information, M. Ahmed Vall Mohameden, conseiller chargé de la coopération et de la communication au ministère de l'Énergie et du Pétrole, a expliqué que les réalisations les plus marquantes de la période récente ont été marquées par l'entrée de la Mauritanie dans le club des pays exportateurs de gaz au cours des premiers mois de cette année. Il a ajouté que cette transformation historique est le fruit des di-

rectives présidentielles, d'une politique gouvernementale avisée et du suivi rigoureux du projet stratégique « Grande Tortue Ahmeym », une coentreprise avec le Sénégal voisin. Il a ajouté que, grâce à cette réussite, la Mauritanie a renforcé sa position de partenaire fiable pour l'approvisionnement mondial en énergie vitale. Il a souligné que le secteur continue de développer des projets majeurs, notamment le champ gazier de Banda, qui sera intégré à un système global de modernisation du secteur électrique. Cela permettra au pays de produire de l'électricité à partir du gaz à moindre coût et avec une plus grande fluidité. Le conseiller a expliqué que cette révolution énergétique attendue permettra à la Mauritanie de développer ses politiques dans les secteurs manufacturiers, notamment minier, le pays étant le deuxième producteur de minerai de fer en Afrique. Il a souligné que parmi les mesures mises en œuvre figure le renforcement du cadre juridique pour améliorer le climat des investissements. Trois lois ont été adoptées entre 2021 et

2023, notamment le nouveau Code de l'électricité, qui ouvre la voie à l'investissement ; le Code de l'hydrogène ; et le Code du contenu local, qui garantit au pays la rentabilité de ses ressources en encourageant le secteur privé national et en favorisant l'emploi des ressources humaines mauritaniennes. Dans le même contexte, le directeur général de l'électricité et des énergies renouvelables, M. Mohamed El Mokhtar Ahmed Mouloud, a présenté les principales évolutions du secteur en termes de production, de transport et de distribution. Il a expliqué que le ministère a mis en œuvre un programme d'urgence pour accroître la production, couvrant cinquante mougha-taas de l'intérieur. La capacité de la centrale de Boulénouar a été portée à 80 mégawatts, et les travaux d'extension de la centrale de Nouakchott-Nord ont débuté avec une nouvelle unité de 60 mégawatts, augmentant ainsi la capacité de production de la centrale. Le projet de construction d'une centrale d'énergie renouvelable dotée d'un système de stockage d'une capacité de 60 mégawatts a été accéléré.

LIBÉRIA

Le chinois Mainland injectera 100 millions \$ dans l’agro-industrie

Au Libéria, le secteur agricole contribue à hauteur de 33 % au PIB et emploie environ 39 % de la population active. Le gouvernement, qui souhaite accroître la création de valeur ajoutée, attire de nouveaux investissements sur le segment de la transformation.

Le groupe agroalimentaire chinois Mainland prévoit d’investir 100 millions \$ (56 milliards FCFA) dans le secteur agricole à compter de l’année 2025. L’annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site du ministère de l’Agriculture le mercredi 13 août. Dans le détail, cette enveloppe sera consacrée à la réalisation de projets spécifiques sur six segments d’activité, notamment la transformation du manioc en amidon, la transformation du cacao et du café, l’usinage du riz, la production sucrière, ainsi que la logistique alimentaire. « L’entreprise prévoit d’ouvrir, d’ici septembre ou octobre 2025, une usine de transformation du riz sur un site de 1 000 hectares à Fuamah, dans le comté de

Bong, afin de faciliter l’accès des producteurs aux marchés. La transformation du cacao débutera en février ou mars de l’année prochaine, pour ajouter de la valeur à une culture actuellement exportée à l’état brut », peut-on lire dans le communiqué. D’après Alexander Nuetah, ministre de l’Agriculture, ces différents projets devraient permettre de revitaliser le secteur agricole et contribuer à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que les revenus des agriculteurs à travers la création de nouveaux débouchés pour les produits agricoles. « Tous ces projets permettront d’augmenter les revenus des agriculteurs de 20 à 30 %. Notre objectif est d’impliquer plus de 150 000 producteurs au cours des cinq

prochaines années. De plus, nous étendrons chaque année l’industrie et les plantations, en développant nos propres exploitations ainsi que celles des communautés », ajoute pour sa part M. Zhu Chen, PDG de Mainland. Pour le groupe chinois, la réalisation de ces nouveaux projets au Libéria permettra également d’étendre sa présence dans l’industrie agroalimentaire en Afrique. Sur le continent, Mainland exploite déjà 5 usines de traitement de caoutchouc naturel et une unité de traitement d’huile de palme en Côte d’Ivoire. Depuis 2024, l’entreprise exploite également une unité de production d’huile de tournesol en Tanzanie.

AFRIQUE DU SUD

Eskom lance un programme d’achat d’énergie renouvelable, visant 291 MW solaires

Face aux besoins croissants des industriels de sécuriser leur approvisionnement tout en réduisant leur empreinte carbone, Eskom franchit une nouvelle étape en lançant un programme inédit destiné à structurer l’intégration des énergies propres dans son portefeuille. Eskom a annoncé ce mardi 19 août 2025 le lancement de son premier Renewable Energy Offtake Programme, une étape stratégique dans la transformation de son mix électrique. Le processus d’appel d’offres invite les grands consommateurs à souscrire des contrats d’achat d’électricité (PPA) de long terme pour 291 MW de capacité solaire photovoltaïque provenant de sites

détenus par l’entreprise publique. Ce programme fait suite à un appel à manifestation d’intérêt ayant révélé une forte demande de la part des acteurs commerciaux et industriels pour des solutions de fourniture directe. Les PPA proposés s’étendront sur des durées de 5 à 25 ans, avec une première mise en service attendue en décembre 2027. Eskom précise que l’initiative permettra aux entreprises clientes de réduire leur empreinte carbone tout en renforçant leur compétitivité. « Ce programme témoigne de l’engagement d’Eskom en faveur de l’innovation et de la construction d’un avenir énergétique plus

propre et plus résilient. En proposant des solutions personnalisées d’achat d’énergie renouvelable, nous permettons à nos clients de passer à des activités à faible émission de carbone tout en garantissant un approvisionnement sûr et compétitif, grâce à des solutions centrées sur le client », a déclaré Agnes Mlambo, directrice générale par intérim du groupe Eskom Distribution. Si l’initiative illustre le pivot stratégique d’Eskom, la dépendance structurelle au charbon reste une réalité. Le 6 juillet 2025, le groupe a remis en service l’unité 4 de la centrale de Medupi, ajoutant 800 MW au réseau, quelques mois après la remise

en marche de Kusile. Ces opérations ont permis à l’Afrique du Sud d’atteindre 300 jours sans délestages début 2025, confirmant que le charbon demeure la bête noire du système électrique national. Selon l’Agence internationale de l’énergie, il représentait encore 82% de la capacité installée en 2023. Entre la consolidation des centrales à charbon et le lancement de programmes d’offtake renouvelable, l’Afrique du Sud illustre ainsi une transition énergétique progressive, contrainte par l’impératif immédiat de sécurité d’approvisionnement mais tournée vers un objectif de 32 GW d’énergies propres d’ici 2040.

MADAGASCAR

Le pays réceptionne 169 nouveaux bus FOTON pour fluidifier le trafic à Antananarivo

Comme la plupart des capitales africaines, Antananarivo voit les défis de mobilité urbaine s’accroître avec la croissance démographique. Face à la nécessité d’ajustement, les autorités veulent développer le transport collectif avec de nombreux projets, dont un service de bus urbain moderne. Madagascar a réceptionné le mercredi 6 août un troisième lot de 169 bus de marque FOTON au port de Toamasina, débarqués selon la presse locale par la Société de manutention des marchandises conventionnelles (SMMC). Ces véhicules viennent s’ajouter aux unités déjà livrées en juin et juillet, portant à 312 le nombre total de bus reçus dans le cadre d’un vaste plan d’amélioration de

la mobilité dans la capitale et ses périphéries. Les véhicules, à motorisation mixte électrique et thermique, seront progressivement déployés sur les axes urbains d’une Antananarivo confrontée à des embouteillages de plus en plus intenses. Selon le président Andry Rajoelina, la ville abrite aujourd’hui plus de 3 millions d’habitants alors qu’elle avait été initialement construite pour en accueillir 300 mille. Cette poussée démographique a contribué à saturer les voies de circulation, car non accompagnée d’une adaptation conséquente du réseau de transport public. Le gouvernement mise sur ces nouveaux bus pour renforcer l’offre de mo-

bilité formelle, réduire la dépendance aux taxis-be et minibus souvent vétustes, et fluidifier le trafic aux heures de pointe. Au-delà de leur déploiement, la stratégie de l’exécutif malgache vise la multimodalité. Parmi les projets en cours figurent en effet la réhabilitation du réseau routier urbain, la modernisation des lignes ferroviaires et la construction du tout premier réseau de téléphériques urbains, dont la mise en service est attendue avant la fin de l’année. Ces projets s’inscrivent dans une politique de désenclavement urbain et de réduction de l’empreinte carbone du secteur des transports, en cohérence avec les engagements climatiques du pays.

SÉNÉGAL

300 000 tonnes de capacité de stockage horticole prévu d’ici 2027

Au Sénégal, l’horticulture est l’un des sous-secteurs agricoles les plus dynamiques. Face à la croissance soutenue de la production, le gouvernement encourage les investissements pour renforcer des capacités de stockage en vue d’assurer une meilleure régulation du marché. Au cours des deux prochaines années, le Sénégal compte mettre en place un dispositif de stockage d’une capacité comprise entre 200 000 et 300 000 tonnes au profit des filières horticoles. C’est ce qu’a annoncé Serigne Guèye Diop, ministre de l’Industrie et du Commerce, au cours du lancement du premier forum national sur l’horticulture qui s’est tenu du 5 au 6 août à Diamniadio. Selon les informations relayées par l’Agence de presse sénégalaise (APS), cette initiative vise notamment à améliorer la compétitivité de la filière. « Des discussions sont en cours avec des partenaires pour la réalisation d’au moins 200 000 tonnes de capacités de stockage », précise M. Guèye. Cette annonce intervient après que l’Agence de régulation des marchés (ARM) est entrée en juillet dernier en contact avec le fabricant chinois d’équipements pour la chaîne du froid « Guangxi Chang Neige Group » en vue d’explorer des opportunités de partenariat et les axes d’investissement pour déployer des infrastructures de stockage frigorifique modernes à travers le pays. Au Sénégal, le renforcement de la capacité de stockage dans l’horticulture devrait contribuer à réduire les pertes post-récolte, un des défis majeurs du secteur, qui concernent chaque année entre 10 et 20 % des récoltes réalisées dans le pays selon les estimations officielles. L’enjeu est d’autant plus stratégique qu’il vise à soutenir la dynamique de croissance observée dans les différentes filières horticoles ces dernières années. En 2025, le pays s’attend par exemple à des récoltes record d’oignon et de pommes de terre, les deux principaux produits horticoles cultivés dans le pays après la pastèque.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

L'heure de vérité pour Nvidia

Dans l'attente du discours de Jerome Powell à Jackson Hole, les marchés ont connu une semaine relativement calme. Les places européennes ont tout de même légèrement progressé, tandis que Wall Street a cédé du terrain, pénalisé par une correction des valeurs de la tech.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
Dayforce +30,86 % : le fournisseur de logiciels RH annonce être en discussions avancées pour un rachat par le fonds de capital-investissement Thoma Bravo, sur la base d'un prix de 70 dollars par action.
Vestas +19,9 % : le numéro un mondial de l'éolien bénéficie, comme tout le secteur, d'un nouveau cadre fiscal américain plus clair et surtout plus favorable que prévu, notamment sur les crédits d'impôts.
Novo Nordisk +11,66 % : le groupe danois tente de sortir la tête de l'eau en Bourse grâce à plusieurs bonnes nouvelles, dont le feu vert de la FDA pour le Wegovy et le traitement de la stéatohépatite métabolique (MASH).
Palo Alto Networks +4,96 %: l'entreprise a posté de solides résultats au quatrième trimestre et des prévisions 2026 supérieures aux attentes, rassurant les investisseurs sur la solidité de la croissance malgré l'acquisition de CyberArk pour 25 MdsUSD.
UnitedHealth +1,12 %: l'apport d'1,57 milliard de dollars de Berkshire Hathaway dans UnitedHealth a dopé le titre. Un investissement typique de Warren Buffett, qui a pour habitude d'acheter des sociétés de qualité temporairement délaissées par le marché.

Flops :
WH Smith -34,23 % : la chaîne de librairies et kiosques britannique révisé à la baisse ses prévisions annuelles après qu'un audit externe ait découvert une surestimation de ses résultats en Amérique du Nord, son deuxième marché. Le titre a toutefois limité ses pertes en fin de semaine.
CTS Eventim -16,59 % : le leader européen de la billetterie et de l'organisation d'événements souffre après la publication de ses résultats semestriels. Le groupe fait face à une hausse de ses coûts, liée au contexte macro-économique et aux surcoûts d'intégration de ses récentes acquisitions. L'EBITDA ressort 23% sous les prévisions des analystes.
Palantir -10,4 %: l'action a reculé cette semaine, effaçant ses récents records malgré des résultats solides et une croissance portée par l'IA, les investisseurs s'inquiétant de valorisations jugées excessives par rapport aux autres géants technologiques.
Alcon -6,72 % : le spécialiste de l'ophtalmologie abaisse ses prévisions pour la deuxième fois de l'année. Bien positionné sur son marché, le groupe pâtit tout de même d'un contexte morose pour la chirurgie ophtalmique et de l'impact des droits de douane ce trimestre.
Walmart -3,17 % : pour la première fois en 13 trimestres, le géant de la distribution a publié un bénéfice par action inférieur aux attentes. Une habitude rompue à cause de coûts exceptionnels.
Applied Materials +0,45 %: l'entreprise publie des prévisions très décevantes pour le quatrième trimestre, malgré un



troisième trimestre meilleur que prévu. La direction a pointé la volatilité de la demande en Chine, le calendrier des fonderies et un environnement macro-économique incertain.

Matières premières
Energie : Pas facile d'y voir clair sur l'évolution du pétrole à court terme, qui reste tributaire des discussions sur le conflit en Ukraine. Bien qu'initialement, un certain enthousiasme existait à l'idée d'une rencontre éventuelle entre Zelensky et Poutine, les tensions actuelles, notamment les récentes frappes russes sur l'Ukraine, rendent la probabilité d'un cessez-le-feu plus lointaine. Cette situation pourrait conduire à des sanctions plus sévères sur le pétrole russe, bien qu'encore une fois, l'incertitude persiste sur la position des Etats-Unis envers Moscou. Au niveau des prix, le pétrole a repris de la hauteur. Le Brent s'échange à 67,60 USD tandis que le WTI américain progresse à 63,50 USD.
Métaux : La tonne de cuivre est restée stable cette semaine à Londres, autour de 9724 USD (prix cash). Malgré le sur-saut du dollar, les métaux industriels ont bénéficié du bon de PMI manufacturier aux Etats-Unis pour le mois d'août. Du côté de l'offre, les opérateurs optent pour l'attentisme vis-à-vis d'une potentielle réévaluation des prévisions de production par Codelco, en raison d'un accident à la mine El Teniente. Du côté des métaux précieux, l'or a fait du surplace tout au long de la semaine autour de 3330 USD. Là-aussi, les investisseurs font preuve d'attentisme, faute de catalyseurs en amont du symposium de Jackson Hole.
Produits agricoles : Les céréales ont entamé un rebond technique à Chicago, mais la tendance de fond est toujours baissière en raison d'une offre abondante. Le boisseau de blé s'échange autour de 528 cents (contrat échéance décembre 2025). Le boisseau de maïs à livraison décembre 2025 progresse également à 411 cents.

Macroéconomie
Macro : Parfois, il faut être patient. Malgré quelques statistiques économiques

contradictoires publiées aux Etats-Unis, les investisseurs ont adopté la prudence en attendant l'intervention de Jerome Powell à Jackson Hole. Ainsi, les indices américains affichaient des baisses contenues jusqu'à vendredi après-midi. Il aura suffi d'entendre quelques mots magiques pour que tout bascule à la faveur d'un rallye de fin de journée, histoire de tenter de clôturer la semaine dans le vert. Le président de la Réserve fédérale a en effet parlé d'ajustement de la politique monétaire en regard des données sur l'emploi. Traduction : il semble y avoir consensus pour une baisse de taux en septembre.
Crypto : Le bitcoin recule de 4,6% dans

le sillage de la baisse des valeurs technologiques américaines. Une tendance qui se reflète directement dans les ETF Bitcoin Spot, lesquels enregistrent plus d'un milliard de dollars de sorties nettes depuis lundi. Des mouvements similaires sont observés sur les principales cryptomonnaies : l'ether (ETH) chute de 4,9% à 4 250 dollars, le XRP glisse de 8,7% à 2,81 dollars, et Solana (SOL) recule de 6,45% à 178 dollars. De son côté, Michael Saylor est revenu sur sa promesse de ne plus émettre d'actions si le titre tombait sous un certain niveau, signe que Strategy a toujours besoin de liquidités, alors même que l'action de la société a perdu plus de 20% depuis son plus haut en novembre, tandis que le bitcoin progresse de 23% sur la même période. Certains investisseurs doutent désormais que la prime historique, qui faisait la force du modèle, ne soit en train de s'éroder.
Après un mois d'août synonyme de congés, les salles de marché, comme les locaux de Zonebourse, vont à nouveau se remplir à partir de la semaine prochaine. Rien de tel pour se remettre dans le bain que les résultats de Nvidia, attendus mercredi soir. L'autre événement de la semaine sera la publication de l'indicateur d'inflation privilégié de la Fed, le PCE, vendredi. Si une baisse de taux de la Fed en septembre est pour l'heure le scénario central, cette seule statistique pourrait toutefois venir la remettre en question.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Août 2025

Valeur : 25 Août 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8442	129.8592
1	EUR	EURO		151.2555	151.2990
1	GBP	POUND STERLING		174.6626	174.7298
100	JPY	JAPANESE YEN		87.9584	87.9745
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0879	18.0908
1	CHF	SWISS FRANC		161.1970	161.2957
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5275	93.5585
1	DKK	DANISH KRONE		20.2676	20.2743
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5443	13.5482
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7343	12.7541
1	AED	UAE DIRHAM		35.3491	35.3570
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5965	34.6024
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.7439	424.9319
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1341	44.5776
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4052	14.4069
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8895	24.0120
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2519	3.2620
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5039	177.5039

GUERRE COMMERCIALE

Washington cible désormais les importations de meubles étrangers

L'annonce du président américain Donald Trump marque une nouvelle étape dans son offensive commerciale, alors que d'autres secteurs stratégiques font déjà l'objet de surtaxes

La hache de la guerre commerciale n'est pas près d'être enterrée par Washington. Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi 22 août, sur son réseau social Truth, le lancement d'une procédure qui pourrait conduire, à terme, à la mise en place de nouveaux droits de douane sectoriels, cette fois sur l'ameublement. «Je suis heureux d'annoncer que nous allons lancer une importante enquête concernant les droits de douane sur les meubles entrants aux États-Unis. Dans les cinquante prochains jours, l'enquête sera réalisée et ces meubles taxés à un taux qui reste encore à déterminer», a écrit Donald Trump sur son compte Truth Social. Selon les données de la Banque mondiale, Le Vietnam, la Chine et le Mexique étaient les principaux pays d'origine des meubles vendus aux États-Unis en 2023. Les dix plus gros exportateurs d'ameublement aux États-Unis, qui représentent plus de 90% du volume des meubles entrant dans le pays, sont tous d'ores et déjà visés par des droits de douane supérieurs au plancher de 10% désormais appliqué à tous les produits entrant sur le sol américain.



Épée de Damoclès sur plusieurs secteurs

Outre les droits de douane appliqués sur tous les produits entrant aux États-Unis et ceux, plus élevés visant les produits en provenance des 90 principaux partenaires commerciaux du pays, le président américain a d'ores et déjà ciblé plus spécifiquement un certain nombre de secteurs, qu'il estime stratégiques ou d'une importance particulière pour l'économie américaine. Ainsi l'acier et l'aluminium se sont vus imposer 25%, avant de monter à 50% ces derniers mois, alors

que le secteur automobile est lui concerné par une surtaxe de 25%, avec certaines exceptions cependant, puisque l'accord avec l'Union européenne intègre par exemple un plafond de 15% sur l'ensemble des produits européens. Mais il a menacé d'autres secteurs d'un taux encore plus élevé : ainsi les semi-conducteurs pourraient progressivement passer à 100% au cours des prochaines années, alors que les produits pharmaceutiques pourraient écopier d'une surtaxe de 250%. Une enquête est également en cours concernant le bois de construction et le cuivre.

SELON DAWID OSIECKI, EXPERT DU MARCHÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La productivité des travailleurs est plus faible en Europe qu'aux États-Unis

Malgré les similitudes culturelles et les avancées technologiques, l'écart de productivité entre l'Europe et les États-Unis non seulement persiste, mais se creuse. Dawid Osiecki, expert du marché des nouvelles technologies et coauteur d'un rapport de 40 pages analysant le développement économique des deux côtés de l'Atlantique, nous explique pourquoi il en est ainsi et ce qui peut y remédier. "Nous avons récemment réalisé une étude dont il ressort clairement que la différence entre les États-Unis et l'Europe n'est pas seulement l'argent, mais aussi le nombre de grandes entreprises capables de mettre en œuvre avec succès les

nouvelles technologies, y compris l'IA", explique l'expert. "En comparant les données depuis 1996, on voit très clairement que les États-Unis ont mieux réussi à se remettre des crises successives - la crise financière de 2008, la crise des pandémies ou la crise actuelle liée à la transformation de l'IA. Chacune de ces crises a entraîné une accélération de la productivité. En Europe, c'est la stagnation", explique notre interlocuteur. Les principales différences ? L'investissement et la structure de l'économie. Le marché boursier américain est dominé par ce que l'on appelle les Big Techs - les sept plus grandes entreprises technologiques qui non seulement génèrent une énorme

croissance de la valeur, mais mettent également en œuvre efficacement les dernières technologies. L'Europe ? "Nous n'avons pas saisi cette opportunité", admet Dawid Osiecki.

L'intelligence artificielle : une opportunité ou le prochain défi ?

Le rapport de Mario Draghi intitulé "Comment améliorer la compétitivité de l'Union européenne" indique que l'intelligence artificielle pourrait permettre à l'Europe de réduire l'écart avec les États-Unis. Mais même dans ce domaine, la situation n'est pas simple. Les travailleurs européens déclarent comprendre à 95 % les avantages de

l'IA, mais 2/3 d'entre eux craignent de perdre leur emploi. Pire encore, les trois quarts soulignent le manque d'accès réel aux outils d'IA sur le lieu de travail. Et 1/3 d'entre eux évoquent un manque de formation et d'éducation pour mieux utiliser les nouvelles technologies. Les données recueillies dans le cadre d'une enquête menée auprès de 800 entreprises de six pays européens montrent que les plus grandes entreprises européennes (d'une valeur supérieure à 10 milliards de dollars) gèrent l'adoption de l'IA à un niveau comparable à celui des géants américains. Les problèmes commencent dans les petites entreprises.

POUR COMBLER UN TROU DE 30 MILLIARDS D'EUROS

Le ministre allemand des finances réclame un examen complet des dépenses

Lars Klingbeil, le ministre allemand des Finances, a proposé un plan d'économies représentant au moins 1% des dépenses fédérales, et a affirmé que vouloir "établir des priorités claires" de financement. Le ministre allemand des Finances, Lars Klingbeil, a demandé aux ministères de préparer des plans d'économies significatifs afin de combler un trou de plus de 30 milliards d'euros dans le budget de 2027, selon une lettre consultée par Reuters, vendredi 22 août. Le gouvernement allemand a approuvé en juillet un projet de budget 2026 marqué par des investissements records et un triplement du recours à l'emprunt par rapport à l'an dernier, dans le but de renforcer les infrastructures et la défense. Lars Klingbeil a averti que les pressions budgétaires augmenteraient à partir de 2027 et a appelé à un "examen complet des tâches et des dépenses". La stratégie d'assainissement des finances publiques du gouvernement allemand repose à la fois sur une stimulation de l'activité économique par des investissements publics records et des mesures d'incitation en faveur du capital privé, ainsi que sur des réductions structurelles de dépenses. Lars Klingbeil a proposé de réaliser, dans le budget 2027, des économies représentant au moins 1% des dépenses fédérales. "Tout ce qui est souhaitable n'est pas nécessairement finançable", écrit le ministre dans sa lettre. "Nous devons établir des priorités claires", ajoute-t-il. Le ministère des Finances réunira les secrétaires d'État début septembre afin de discuter des mesures à adopter pour le budget 2027 et le plan financier à l'horizon 2030.

INDE

Des cadeaux fiscaux pour cintrer les droits de douane de Trump

Le Premier ministre indien Narendra Modi compte sur des allègements fiscaux pour les consommateurs afin de relancer la consommation intérieure. Une manière de contrer les droits de douane déjà relevés par Donald Trump et qui pourraient l'être encore davantage. Pour stimuler une économie menacée par des droits de douane américains étouffants, le Premier ministre indien Narendra Modi compte sur des allègements fiscaux pour les consommateurs se chiffrant, selon des économistes, à des milliards d'euros par an. Les droits de douane sur les produits "made in India" arrivant aux États-

Unis premier partenaire commercial du pays le plus peuplé de la planète - sont passés le 1er août de 10% à 25%. Et le président américain Donald Trump a menacé de les doubler à 50% d'ici au 27 août, pour punir New Delhi d'acheter du pétrole à la Russie, affirmant que ces achats aident Moscou à financer son invasion de l'Ukraine. New Delhi affirme vouloir conclure un accord pour éviter de telles surtaxes, qui font redouter aux exportateurs de la cinquième économie mondiale une chute des commandes et une perte considérable d'emplois. Mais les médias indiens insinuent que les négociateurs américains ont reporté une vi-

sité prévue fin août à New Delhi. Sans attendre un éventuel compromis, Narendra Modi, dans un discours prononcé le 15 août à l'occasion de la fête de l'Indépendance, a promis d'"alléger le fardeau fiscal du citoyen ordinaire". Il prévoit pour cela des baisses de la taxe sur les biens et services (GST) de nature à rendre les prix plus attractifs pour les consommateurs indiens. Narendra Modi a appelé cela un "cadeau de Diwali", la fête de la culture hindoue en octobre, au cours de laquelle les habitants dépensent beaucoup, notamment pour l'achat de bijoux en or, de produits électroniques, de vêtements ou d'objets pour leur

maison. La réforme prévue vise à simplifier un système complexe comportant quatre niveaux de taxes - de 5% à 28% - pour le faire passer à deux niveaux. Des économistes ont évalué les réductions résultantes de cette réforme à plus de 10 milliards d'euros sur une base annuelle. Les analystes de la société de conseil Emkay Global Financial Services ont qualifié ce projet de "bienvenu pour stimuler la consommation intérieure". "Environ 90% des articles taxés à 28% passeront à 18%, et presque tous ceux dans la tranche à 12% dans la tranche à 5%", ont-ils expliqué

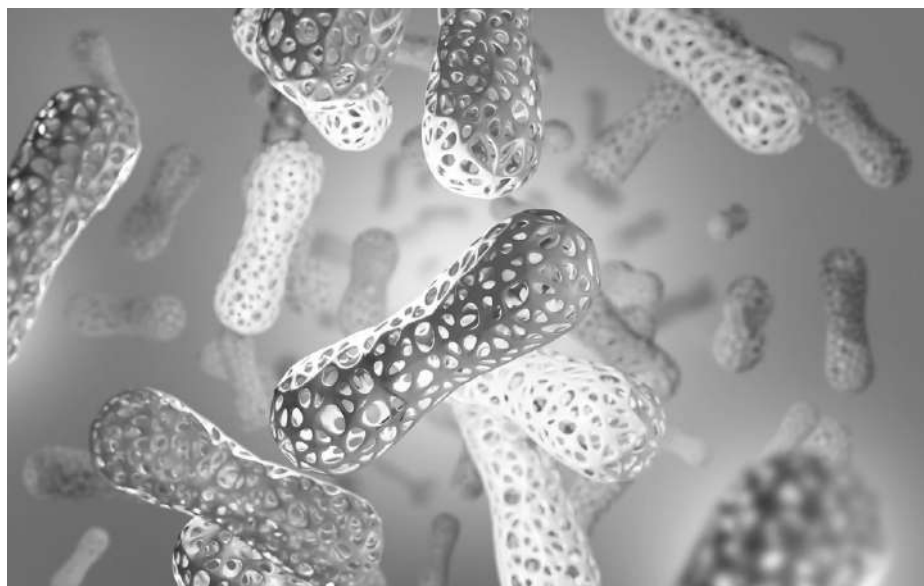
Ces scientifiques ont réécrit les lois du vivant : la vie artificielle est née

Pour la première fois, une équipe de chercheurs a réécrit le code génétique d'un être vivant de A à Z, et l'a fait fonctionner avec un « alphabet de l'ADN » à la fois simplifié, mais complètement fonctionnel. De son petit nom Syn57, elle vit, de ce fait, dans un monde biologique à part, sans lien avec l'évolution naturelle du vivant.

La première question qu'il est indispensable de se poser avant de comprendre pleinement cette avancée : qu'est-ce que nous appelons « la vie » ? En biologie, une cellule vivante est avant tout un système capable de se maintenir (l'homéostasie), de se reproduire et de transformer la matière en énergie et en structures fonctionnelles (le métabolisme). Pour cela, tous les êtres vivants (plantes, animaux ou champignons) utilisent le même langage de base : un code génétique composé de 64 codons. Des triplets de lettres qui indiquent aux cellules comment assembler les briques élémentaires des protéines (les acides aminés). Le 31 juillet, des chercheurs britanniques du MRC Laboratory of Molecular Biology (Cambridge) ont prouvé, dans cette étude de la revue Science, qu'il était possible que ce langage soit réécrit. En fabriquant un génome entier dans lequel sept codons redondants ont été remplacés par des codons synonymes, ils ont donné naissance à une bactérie vivante. Syn57 est capable de vivre, de croître et de se diviser comme toutes les autres bactéries, à la différence qu'elle suit un plan biologique minimaliste, sans équivalent dans le monde naturel.

Syn57 : un être vivant au langage inventé par l'humain

Syn57 a été bâtie sur la base d'une autre bactérie, assez connu du grand public pour les maladies qu'elle peut provoquer : Escherichia coli. Elle est très utilisée en biologie comme cobaye de laboratoire, car elle résiste bien aux modifications et conserve une stabilité génétique élevée. Dans le cas de Syn57, son ADN (Acide désoxyribonucléique) entier a été reconstruit par ordinateur, séparés en blocs de 100 ko, puis assemblés pièce par pièce en remplaçant sept des 64 codons naturellement présents par leurs codons synonymes.



Une simplification, qui aura demandé à l'équipe plus de 100 000 modifications de son génome, en remplaçant sept codons : quatre utilisés pour produire la sérine (un acide aminé impliqué dans les réactions enzymatiques), deux pour l'alanine (présente dans quasiment toutes les protéines), et un codon dit « stop », signalant la fin de la lecture de l'ADN lors de la synthèse d'une protéine, qui a été réaffecté. Chaque modification a d'abord été testée sur des morceaux isolés de génome, insérés un à un dans des bactéries vivantes, afin de s'assurer qu'elles ne perturbaient pas le fonctionnement cellulaire. Une fois cette vérification accomplie, les chercheurs ont lentement assemblé l'ensemble du génome modifié, jusqu'à obtenir une version complète et synthétique, entièrement codée avec 57 codons.

Syn57, ainsi reconstruite, a pris vie, s'est divisée et s'est montrée tout aussi stable qu'une autre bactérie ; preuve que son code génétique tronqué est donc suffisant pour supporter les fonctions essentielles du vivant.

Un organisme génétiquement isolé

La grande particularité de Syn57, c'est que son code génétique est complète-

ment illisible par les virus. En temps normal, ces derniers infectent les cellules en s'appropriant leur machinerie interne : ils y injectent leur propre matériel génétique, que la cellule prend alors pour des instructions valides. Elle commence ensuite à produire des protéines virales à la place des siennes. Comme le code génétique de Syn57 a été entièrement modifié, les virus ne peuvent plus le reconnaître, il leur est parfaitement illisible. Ils ne peuvent donc pas s'en servir pour le « pirater » à leur profit. Même s'ils parviennent à injecter leur ADN, celui-ci n'est plus compris par la cellule, qui est incapable de le traduire en protéines virales ; l'infection échoue donc dès la première étape. Pourquoi avoir voulu créer une telle cellule ? C'est tout d'abord un moyen d'ouvrir un plus large champ de réalisations en biologie synthétique, tout en renforçant la sécurité des manipulations génétiques. Pour chaque codon libéré, c'est un nouvel espace qui s'ouvre ; chacun pourrait être réassigné à de nouveaux rôles, par exemple pour intégrer des acides aminés artificiels, qui n'existent pas dans la nature. « Cela permettra aux chercheurs de concevoir des polymères synthétiques

ou des macrocycles innovants [NDLR : grandes molécules en forme d'anneau, fréquemment utilisées en chimie pharmaceutique pour leurs propriétés biologiques particulières, comme leur capacité à se lier très précisément à certaines cibles moléculaires] », a expliqué l'équipe de recherche dans ce communiqué de presse.

Ces molécules pourraient, à terme, servir à fabriquer des enzymes inédites, des biomatériaux plus performants, voire des médicaments sur mesure. À cet égard, on peut considérer Syn57 comme une espèce de plateforme vivante et programmable que les biologistes pourraient utiliser à des fins thérapeutiques ou industrielles. Elle pourrait aider à résoudre un problème assez récurrent dans le secteur pharmaceutique : les infections virales qui détruisent des cultures entières de bactéries utilisées pour produire des protéines ou des enzymes. Le coût de la culture industrielle de celles-ci pourraient par conséquent être tirés vers le bas.

« Ce travail illustre comment la synthèse de génomes peut déplacer les séquences d'organismes vers de nouvelles zones du paysage génétique, qui n'avaient probablement jamais été accessibles à la vie naturelle », concluent les chercheurs dans leur étude. Charles Darwin, en son temps, voyait dans chaque organisme un compromis évolutif. Syn57 est tout le contraire : une cellule débarrassée de certaines de ses redondances, reconstruite selon un projet répondant à ses propres objectifs. Cela ne contredit en rien sa théorie, mais les chercheurs du MRC viennent de démontrer que l'évolution naturelle n'était pas le seul chemin existant. Il y en avait un autre, tracé par l'intelligence et l'ingénierie humaine. Aucune raison donc, pour que le naturaliste britannique ne se retourne dans sa tombe !

Sources : Science Alert, Science

Brèves

Dayforce racheté par Thoma Bravo

L'éditeur américain de services RH a accepté l'offre de 12,3 milliards de dollars du fonds d'investissement. Ce dernier propose de payer 70 dollars par action et sortir ainsi la société de la bourse. L'opération devrait être conclue au début de 2026, sous réserve des conditions de clôture usuelle. Sur cette activité, Dayforce est en concurrence avec Workday, Successfactor de SAP et Oracle HCM. Connue sous le nom de Ceridian, la société a été fondée en 1992 et a

pris le nom de Dayforce avec le rachat de l'entreprise éponyme en 2012.

La Nasa et IBM préviennent les tempêtes solaires

Des chercheurs des deux entités ont élaboré un modèle open source d'IA pour prédire la météo dans l'espace et plus particulièrement les comportements du soleil. Baptisé Surya (le mot sanskrit pour soleil), il est capable de prédire le type d'éruptions solaires violentes qui peuvent envoyer des flots de particules chargées vers la Terre, risquant d'endommager

les infrastructures électroniques. Le modèle a été entraîné à partir de neuf années de données provenant du satellite Solar Dynamics Observatory (SDO) de la Nasa.

La cession d'Exaion fait débat

L'acquisition de 64% d'une filiale IT d'EDF par la société américaine Mara Holdings, spécialisée dans les environnements blockchain suscite la polémique. Créé en 2020, Exaion propose un accès aux infrastructures IT d'EDF pour fournir des ressources HPC,

déployer des services blockchain ou héberger des datacenters en containers. Plusieurs élus sont montés au créneau comme l'ancien ministre de l'Economie, Antoine Armand. Dans un tweet, il rappelle qu'« il y a environ un an, EDF déléguait une partie de son inventaire industriel à Amazon Web services...en rappelant que le stockage et les activités stratégiques restaient gérées par sa filiale Exaion ». Or avec la cession à Mara, l' élu s'interroge, « allons-nous brader les pépites tech souveraines qui grandissent en France ? Quels sont les engagements ? ». Il a saisi le gouvernement qui selon les Echos examinerait des solutions alternatives à cette opération.

Les voitures modernes, ça rouille aussi !

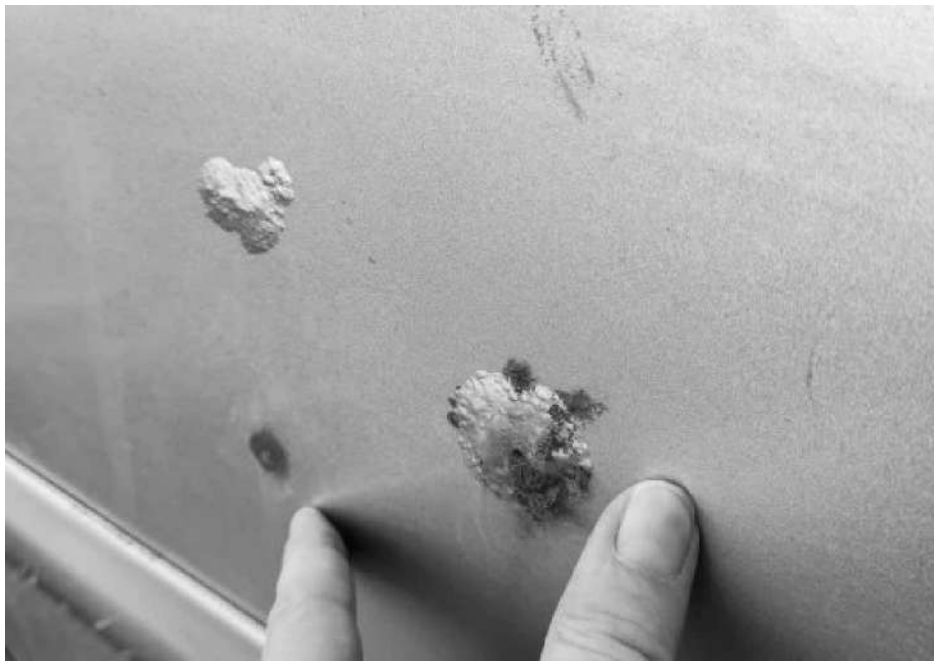
Dans les régions sensibles où l'humidité et le sel sur la route peuvent être abondants, la corrosion peut réduire en poussière un véhicule ancien qui n'aurait pas été protégé par l'application d'une peinture en bain comme c'est le cas aujourd'hui pour les coques de voitures. Mais la rouille peut aussi attaquer des engins très modernes, pour des raisons diverses.

Certains automobilistes s'étonnent de voir des points de rouille sur la carrosserie de leur véhicule qui est pourtant encore très loin de pouvoir prétendre à l'immatriculation collection. Comment une voiture moderne censée être produite dans des conditions bien différentes des années 60 et 70 peut-elle encore rouiller ? Une question, et mille réponses. Mais il faut aussi rappeler certains principes de base du traitement des caisses en usine aujourd'hui, qui permettent chez la plupart des constructeurs de limiter fortement l'attaque de l'air, de l'eau et des conditions extérieures sur la coque du véhicule et ses parties métalliques, qu'elles soient d'ailleurs en acier comme en aluminium et même en magnésium.

Cataphorèse, galvanisation : votre voiture est « protégée »

La plupart des pièces sensibles d'un véhicule sont aujourd'hui protégées contre la corrosion par différents procédés. Galvanisation à chaud (dans un bain de zinc), anaphorèse et cataphorèse (le second est aujourd'hui majoritairement utilisé), les solutions techniques sont maintenant maîtrisées mais elles restent pour certaines coûteuses.

Concernant la cataphorèse, qui consiste à plonger l'entière de la coque d'un véhicule dans un bain soumis à un courant électrique qui va venir « fixer » les particules de peinture partout sur le métal (y compris dans les corps creux, très sensibles à la rouille), le prix peut être exorbitant pour de petits industriels puisque l'opération nécessite de nombreux trempages dans différentes solutions très onéreuses. Les premiers dans des bains pour dégraisser et ensuite phosphorer le métal



nu, puis ensuite la cataphorèse et enfin la polymérisation dans une cuisson à haute température. Mais c'est évidemment le résultat qui donne le plus d'uniformité dans la couche de protection et de peinture.

Pourquoi les voitures modernes rouillent encore ?

Mais alors, avec de tels procédés, qui se sont démocratisés à partir de la fin des années 80, pourquoi a-t-on encore autant de problèmes de corrosion ? Les différences d'alliages utilisés par les marques, le niveau de protection adopté – la cataphorèse reste coûteuse, on le rappelle, la qualité de la peinture et son épaisseur... de nombreux paramètres font que certains modèles vont avoir tendance à rouiller plus que d'autres. Et parfois, des

constructeurs sont un peu plus économes que d'autres sur ces mesures essentielles. Des autos comme la Mazda MX-5 de seconde génération pourtant relativement moderne sont sujettes à la rouille, et pas qu'aux endroits cosmétiques : le roadster avait tendance à carrément rouiller au niveau des longerons. On parle alors de corrosion dangereuse pour la structure même de l'auto, notamment en cas d'accident.

Si la structure même des véhicules est le plus souvent protégée par des bains de type cataphorèse, cela n'exclut pas d'avoir des zones où l'humidité peut stagner. Notamment là où les tôleries viennent se fixer et peuvent « piéger » l'eau au fil du temps, particulièrement dans ces zones de soudure par point. Ainsi, les ailes et bas de caisses sont les zones les plus souvent

exposées, en plus d'être proches du sol, car ce sont des tôles embouties qui sont soudées à la structure de l'auto.

Garantie corrosion

La plupart des marques intègrent aujourd'hui des garanties spécifiques contre la corrosion sur leurs véhicules mais attention : souvent, cela ne concerne que la structure même du véhicule, et non les pièces plus visibles comme la tôlerie en carrosserie. Le client est donc globalement protégé sur des durées allant de 8 à plus de 12 ans chez certains constructeurs.

Il arrive cependant que des modèles se retrouvent recalés dans certains pays à cause de la rouille à des stades relativement prématurés. Nos confrères d'Auto Bild ont en effet relayé les rapports du TÜV (contrôle technique en Allemagne) qui montrent par exemple des Tesla Model 3 recalées pour des points d'oxydation loin d'être anecdotiques. Si les zones de corrosion sont assez habituelles sur les Tesla (passages de roue, points de soudure, endroits où l'eau peut stagner), il est en revanche plus surprenant de voir des châssis ou des points d'ancrage soumis à de la corrosion. Quand deux métaux comme l'acier et l'aluminium (très utilisé sur les Tesla) sont en contact sans être isolés correctement, il peut se produire ce que l'on appelle la corrosion galvanique. Un facteur aggravant même si, il faut bien le signaler, les cas les plus fréquents de véhicules modernes qui présentent de la rouille se trouvent dans des pays humides voire enneigés, où l'usage du sol est courant l'hiver sur les routes. Et le sel adore grignoter le métal.

Un vrai 4x4 chinois, rétro, au look provocateur et diesel débarque dans une Europe électrifiée



Alors que la Chine s'impose comme championne du SUV électrique, le Beijing BAW 212 prend tout le monde à contre-pied. Ce 4x4 rustique, attendu au salon de Munich en septembre, débarque en Allemagne en version diesel et avec un look qui rappelle furieusement les icônes européennes du tout-terrain. Avec l'explosion des constructeurs automobile chinois ces dernières années, il paraît presque loin l'époque où chaque nouvelle voiture singeait le design d'une voiture européenne. Et il faut bien avouer que désormais

les designers chinois ont trouvé leur voie, avec un style que l'on pourrait immédiatement distinguer comme venant de l'Empire du Milieu : surfaces de carrosseries lisses, barres de LEDs avant et arrière, feux avant déstructurés... Heureusement (ou pas), de temps en temps, un nouveau modèle vient nous rappeler que les références occidentales restent bien ancrées. Quitte même à jouer carrément sur des codes d'une autre époque !

Entre Defender, Classe G et Grenadier



Long de 4,70 m, large de 1,90 m et haut de 1,93 m, voici le nouveau BAW 212 qui présente un style et des proportions qui rappellent immédiatement quelques grands noms du tout-terrain. Son style carré et robuste évoque à la fois le Land Rover Defender (l'ancien), le Mercedes Classe G et l'Ineos Grenadier, tout en assumant quelques clins d'œil au Jeep Wrangler et au Suzuki Jimny. L'habitacle, plus moderne que son allure extérieure, beaucoup moins rustique, réussit à allier l'instrumenta-

tion numérique à de nombreux boutons physiques, dans un esprit utilitaire plutôt haut de gamme.

Diesel et franchissement à l'heure des SUV électriques

Là où le BAW 212 surprend encore plus, c'est sous le capot. Alors que l'on associe souvent les voitures chinoises à l'électrique, il se présente avec une motorisation diesel 2.0 de 166 ch (boîte auto 8 rapports, 4x4 enclenchable). Une version essence 2.0 turbo de 251 ch est aussi prévue,

avec 410 Nm de couple, 2,5 tonnes de capacité de remorquage et 66 cm de gué franchissables. Avec son système de blocage du différentiel et son réducteur, le 212 revendique de vraies aptitudes de franchisseur.

Une légende chinoise qui s'invite à Munich

Pour la petite histoire, le BAW 212 est un descendant direct d'une icône nationale en Chine depuis plus de soixante ans : le BJ 212, surnommé "Beijing Jeep". Produit à plus de 2,5 millions d'exemplaires, ce véhicule militaire a servi d'outil de reconstruction économique, et fut même utilisé par Mao pour certaines de ses apparitions publiques. Cette légende locale se réinvente aujourd'hui en version modernisée, toujours prête à franchir les montagnes... mais aussi les frontières ! C'est ainsi qu'il sera présent au salon de Munich (IAA Mobility, 9-14 septembre 2025), avant une commercialisation en Allemagne via l'importateur IndiMO Automotive. Dernière surprise : son prix. En Chine, même en haut de gamme, il s'affiche à moins de 20 000 euros. Il sera assurément plus cher en Allemagne, mais restera probablement très en dessous des tarifs d'un Grenadier ou d'un Classe G, tout en promettant robustesse et efficacité.

Mots fléchés

Sina- pisme	↘	Il peut être de désespoir	Chaussures légères	Gentil	↘	Expérience	↘	Fleuve d'Ecosse	↘	Port antique de Rome	↘	Malicieux	↘
Cuves								Souve- raines				Pénétra	
↖		↘	↘	Coûteuses	→			↘				↘	
				Répétition									
Allure	→			↘		Avant le lycée	→			Théâtre basé à Villeur- banne	→		
Bien- heureux						Possèdent				Voilés			
↖					Dit pour sourire	↘				↘			
					Base de l'impôt								
Une affaire politico- financière		Acteur de Géant, et à l'est d'Eden Ecole québécoise	→		↘		Soleil divin		Purifié	→			
		↘					↘		↘				
											Argent	→	
											Arbre exotique		
Recueil de cartes géographiques	→					Stable	→				↘	Ciel- de-lit	
Région au dessus du Caucase						Autre moi							
↖						↘							
							Flamberges	Pays européen	Divin marquis	→			
							↘	↘					
Entre l'URSS et la Russie		Bidets	→						Tante de Bambi	→			L'Estonie
		Glorifi- cation							Surfaces agricoles				
↖		↘		Opération plastique	→				↘				↘
				Implanter solidement									
Cette ville a une faïencerie renommée	Rancune	→		↘		Futur officier	→			Enzyme	→		
	Figure												
↖	↘				Indium		Naissance	→					
							Avec les coutumes						Gare
Époux	→			↘		Érodas	↘					Astate	↘
Hommes de cœur						Doctrine				Stériles		Rangs	
↖						↘							
							Jeu de pions		Contre tout	→	↘		
									Einstei- nium	↘			
Infirmes (initiales)	→				Ils fusent		Petite loge pour sentinelle	→					
Veux					↘								
↖							Ne fait rien	→					Département français
													↘
Support mural	Parfumé	→					Grefe		Il peut-être de grossesse	→			
	Boulette de poisson						↘						
↖	↘					Lisse		Bien- heureux	→				
								Une pièce de charrue	↘				
Imper- méable	→				Avec les autres	↘			Fulgine	→			
Oeuvre de Cizia Zykë					Durée				Négation				
↖					↘				↘				
			Figurine provençale	→						Jeu vidéo	→		
Recueil plaisant	→			Filles du frère	→						Néon	→	

Une production de plus de 140.500 quintaux de raisin de table attendue

La direction des services agricoles de la wilaya d'El Tarf prévoit une production de 140.555 quintaux de raisin de table au titre de la saison agricole en cours, a appris l'APS, dimanche, auprès de cette structure. La responsable du bureau de l'organisation et de la normalisation, Amel Mansouri, a précisé que cette production de raisin, entamée début août pour s'achever fin septembre, sera récoltée sur une superficie estimée à 702 hectares dans les communes de Boutheldja, de Besbes, de Ben M'hidi, de Dréan et de Ain El Assel. A ce jour, 74.500 quintaux ont été récoltés sur une superficie de 389 hectares, tandis que le rendement attendu est de l'ordre de 191 quintaux par hectare, selon la même source qui a ajouté que 8 variétés de raisin sont produites dans la wilaya d'El Tarf.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quatre morts et 270 blessés ces dernières 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et 270 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Naâma, avec un mort et deux blessés, suite au renversement d'un véhicule léger sur la route communale N 11, à Mechria, précise la même source. Durant la même période, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 1013 interventions, ayant permis le sauvetage de 713 personnes d'une mort certaine, la prise en charge de 243 personnes sur les lieux et l'évacuation de 54 autres vers les structures sanitaires locales.

COOPÉRATION

Le ministre de l'Intérieur reçoit l'Ambassadeur de la Chine en Algérie

Dans le cadre des relations de coopération bilatérale algéro-chinoise, Brahim Merad, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a reçu S.E.M. Dong Guangli, Ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, a indiqué le ministère dans un communiqué. La rencontre a constitué une occasion de saluer l'excellence des relations de coopération bilatérale et d'amitié existant entre les deux pays, ainsi que la dynamique positive du partenariat dans les domaines relevant du secteur ministériel, ajoute la même source. L'entretien a également permis d'examiner les perspectives de coopération commune et le programme des activités bilatérales prévues, notamment dans les domaines de la police, de la protection civile, de la gestion des risques majeurs, ainsi que de la formation spécialisée et du renforcement des capacités.

Par R.E.

Le secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP), Jamal Issa Al-Loughani, a affirmé ce dimanche que le pétrole et le gaz continueront de représenter plus de la moitié du mix énergétique mondial. Il a souligné que le renforcement des infrastructures pour les projets d'énergies renouvelables est devenu une nécessité face à l'aggravation des risques climatiques. Dans des déclarations à la presse à l'occasion de la publication du rapport trimestriel de suivi de l'organisation sur les développements des énergies renouvelables, les questions de transition énergétique et les changements climatiques pour le deuxième trimestre de 2025, Al-Loughani a expliqué que « la demande croissante de pétrole et de gaz dans les divers secteurs économiques, notamment les transports et l'électricité, en plus de leur rôle vital dans les industries pétrochimiques, les engrais et les industries

OPAEP

Le pétrole et le gaz continueront de dominer plus de 50 % du mix énergétique mondial

lourdes, renforcera la poursuite de leur domination sur le mix énergétique mondial ». Il a indiqué que le secteur des énergies renouvelables a connu une expansion significative au niveau mondial durant le deuxième trimestre de l'année en cours, soutenu par de grands investissements et des politiques incitatives. La Chine a ainsi maintenu son leadership en détenant la moitié de la capacité mondiale d'énergie solaire, en plus du développement de la plus grande turbine flottante d'énergie éolienne et du lancement de la construction du plus grand barrage hydroélectrique au monde. Il a ajouté que les États-Unis sont parvenus, pour la première fois, à couvrir la majorité de leurs besoins en électricité à partir d'énergies propres durant trois mois consécutifs (mars, avril et mai 2025), tandis que l'Inde a enregistré une croissance rapide de ses capacités en énergies renouvelables grâce à ses projets solaires. Dans le même contexte, plusieurs pays

arabes ont poursuivi leurs politiques de soutien aux énergies renouvelables dans le cadre d'une stratégie de diversification économique. Toutefois, selon lui, le secteur a rencontré plusieurs défis, notamment l'instabilité politique et réglementaire dans certains marchés. Al-Loughani a affirmé que « le renforcement des infrastructures pour les projets d'énergies renouvelables n'est plus une option mais une nécessité impérieuse », soulignant que les progrès mondiaux dans la transition énergétique se heurtent toujours à un large déficit de financement. En effet, depuis 2021, les économies avancées et la Chine ont accaparé plus de 90 % des investissements mondiaux dans l'énergie propre, alors que 80 % de la croissance future de la demande énergétique proviendra des pays en développement. Cela reflète un déséquilibre structurel qu'il faut corriger afin de garantir une transition énergétique équitable et efficace.

ANNABA

Cinq espaces réservés à la vente des articles scolaires

La direction du commerce de la wilaya d'Annaba a réservé cinq espaces pour la commercialisation des articles scolaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026 en vue d'en assurer la disponibilité sur le marché, a indiqué dimanche le chef du service d'observation du marché et d'information écono-

mique de cette direction. Abderrahmane Samaï a indiqué à l'APS que ces nouveaux espaces commerciaux sont ouverts à compter de demain lundi dans les communes d'Annaba, Sidi Amar, El Hadjar, El Bouni et Berrahal avec la participation de plus 50 opérateurs économiques dont des marchands de gros et de détail

et des artisans, soulignant que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la direction visant à organiser le marché et faciliter l'acquisition des articles scolaires. La même source a ajouté que ces espaces mettront en vente les divers articles scolaires, des vêtements et des chaussures et la direction du secteur

assurera le contrôle de la qualité des produits et l'application de prix compétitifs tenant compte du pouvoir d'achat des citoyens. La direction du commerce a mobilisé des équipes de suivi au sein de ces espaces pour veiller au bon déroulement de l'opération, a noté la même source.

BLIDA

Près de 2.000 pneus usagés récupérés des espaces forestiers depuis mai dernier

Près de 2.000 pneus usagés ont été récupérés par les agents des forêts de la wilaya de Blida, depuis le mois de mai dernier, des espaces forestiers de la région, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures préventives inscrites au titre de la campagne de lutte contre les incendies de forêts, a-t-on appris, dimanche, auprès de la conservation locale des forêts. Les équipes de surveillance et de contrôle ont collecté 1.950 pneus abandonnés dans ou aux

abords des espaces forestiers de la wilaya, dans le cadre de cette campagne de prévention, a indiqué à l'APS le conservateur des forêts, Mohamed Mokadem. L'opération, toujours en cours, a concerné l'ensemble des communes de la wilaya et a été menée en coordination avec les services de la direction de l'environnement, de la gendarmerie nationale ainsi que des présidents des assemblées populaires communales. Les pneus collectés ont été acheminés vers les centres

d'enfouissement technique pour recyclage et valorisation. M. Mokadem a, aussi, souligné l'importance de cette opération dans la protection des forêts, les pneus étant parmi les facteurs favorisant la propagation d'incendies. En 2024, pas moins de 15.000 pneus avaient été collectés, ce qui avait contribué à une baisse significative des feux de forêt à 57 hectares de couvert végétal détruits contre 363 hectares en 2023, a-t-il rappelé. Selon le même responsable, la campagne

préventive a également permis l'éradication de 12 décharges sauvages situées dans les forêts de Djebabra, Bougara, Meftah, El Affroun et Souhane. Celles-ci contenaient notamment des débris de vitres automobiles, des déchets inertes et autres détritus rejetés par l'homme, et constituant une menace pour le milieu forestier. M. Mokadem a renouvelé son appel aux citoyens à signaler toute infraction ou comportement suspect susceptible de nuire au patrimoine forestier.

ORAN

Saisie de plus d'un quintal de cocaïne

Le Service régional de lutte contre le crime organisé à Oran a procédé, la semaine dernière, à la saisie de plus d'un quintal de drogue dure (cocaïne) et au démantèlement d'un réseau criminel à ramification internationale activant à partir du Maroc, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). "Dans le cadre des efforts consentis par les unités opérationnelles de la Sécurité nationale pour la lutte contre le crime organisé, le Ser-

vice régional de lutte contre le crime organisé à Oran, a procédé, la semaine dernière, au démantèlement d'un réseau criminel organisé à ramification internationale activant à partir du Maroc jusqu'à l'Algérie, avec la saisie de 115,572 kg de cocaïne et à l'arrestation de cinq (5) individus", précise le communiqué. "Cette opération qualitative a été menée grâce à une étroite coordination avec les services de la police judiciaire des wilayas de Mascara et de Sidi Bel Abbès, et aux investigations

approfondies diligentées par les enquêteurs dudit service, ayant permis de dévoiler une tentative d'acheminer une importante quantité de drogues dures, par un réseau criminel organisé, vers les wilayas du Nord", ajoute la même source. Ainsi, "les membres du réseau ont été identifiés et le camion utilisé dans ce plan criminel a été intercepté au sud de la wilaya de Sidi Bel Abbès, avec la saisie de ladite cargaison de drogues qui était soigneusement dissimulées dans

une cachette secrète spécialement conçue à cet effet". L'opération menée sous la supervision du parquet territorialement compétent a abouti à "l'arrestation de cinq (5) personnes relevant de ce réseau criminel organisé et à la récupération du camion utilisé dans cet acte criminel", souligne le communiqué. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé d'Oran, conclut la même source.